

# antiane

la revue économique et sociale  
des antilles guyane

N° 75

## L'année économique et sociale 2011 en Guyane

### **Synthèse régionale**

2 Les signes de reprise sont encore là

### **Actualités**

3 2011 en quelques dates

### **Contexte national et international**

4 Un regain de tension en 2011

### **Commerce extérieur**

6 En 2011, des échanges  
extérieurs dynamiques

### **Épargne-crédit**

8 Dynamisme de l'activité des établissements  
de crédit

### **Prix de détail**

10 Les prix repartent à la hausse

### **Création d'entreprises**

12 Créations d'entreprises  
stables en Guyane

### **Agriculture**

14 Près de 6 000 exploitants agricoles

### **Logement**

16 Niveau élevé  
des autorisations de construire

### **Spatial**

18 2011 : une année de succès exceptionnels  
pour le CNES et l'activité spatiale

### **Transport aérien**

20 Une nouvelle progression du trafic en 2011

### **Automobile**

22 Progression du marché de l'automobile

### **Tourisme**

23 L'hôtellerie guyanaise résiste bien en 2011

### **Emploi-chômage**

24 L'emploi salarié augmente

26 Stabilité du chômage

28 Marché du travail en demi-teinte

### **Solidarité**

30 2011, année du RSA

### **Démographie**

32 Tassement de la fécondité

# Édito

L'édition 2011, plus contractée que les années précédentes, retrace un panorama de l'Année Économique et Sociale en Guyane. Malgré les aléas économiques mondiaux, la Guyane affiche encore des signes de reprise économique.

Je remercie tous les contributeurs des administrations et organismes extérieurs et les agents de l'Insee ayant œuvré pour cette réalisation 2011.

- Xavier Vant, Jean-Christophe Lambert, de la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Guyane,
- Corinne Ramon, Lucie Lebrun, de la Caisse d'Allocations Familiales,
- Léna Berton, Rémy Louis Budoc de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Guyane,
- Bertrand Panhuys, Jean-Philippe Zébus, Pierre Zammit du Centre National des Études Spatiales,
- Denis Gaschignard, de la Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- Rémy Charrier, de la Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Guyane,
- Sandie Boyer, de l'agence de Guyane de l'Institut d'Emission des Départements d'Outre-mer.

Je vous souhaite à tous une bonne lecture et vous invite à consulter l'édition 2011 et celle de l'année précédente sur [www.insee.fr/guyane](http://www.insee.fr/guyane)

Vous pouvez aussi consulter l'édition Guadeloupe sur [insee.fr/guadeloupe](http://insee.fr/guadeloupe) et l'édition Martinique sur [insee.fr/martinique](http://insee.fr/martinique)

---

**N'Ouara YAHOU-DAUVIER**

# Les signes de reprise sont encore là

**Soutenue par une activité spatiale exceptionnelle, l'économie guyanaise, plus orientée vers sa demande interne qu'externe, poursuit son développement économique à l'abri des fluctuations nationales et internationales. Malgré la hausse des prix de l'énergie, l'inflation modérée intervient dans l'économie après deux années consécutives de quasi-stabilité. Si ce dynamisme économique rime avec dynamisme de l'emploi, il ne permet pas encore de réduire les inégalités.**

Petite économie de 236 000 habitants avec un taux de croissance démographique unique en France, la Guyane est relativement épargnée par le ralentissement de l'activité nationale et internationale.

L'année 2011 est une année exceptionnelle pour l'activité spatiale avec sept lancements réussis : le 200<sup>ème</sup> lancement d'Ariane, le premier lancement Soyouz suivi en fin d'année d'un deuxième confirmant le premier succès et enfin la préparation du lancement Véga pour février 2012. Mo-

teur de la croissance, l'activité spatiale devrait encore soutenir l'économie régionale.

Autre moteur de l'économie, la construction : après une année unique en 2010 avec plus de 4 000 autorisations de logement, le nombre de logements autorisés retrouve son rythme de croissance annuel. Il atteint 2 320 logements autorisés en 2011, soit un niveau plus élevé qu'en 2009. Le financement de l'habitat demeure le premier poste d'endettement des Guyanais avec 53 % de l'encours sain.

Comme l'an dernier, les échanges extérieurs continuent de progresser : +17 % pour les importations et + 6% pour les exportations. Le déficit commercial passe la barre symbolique d'un milliard d'euros (1,15 milliards d'euros).

Le positionnement du secteur privé dans l'économie guyanaise se renforce car la demande d'investissements en fin 2011 est davantage soutenue par les entreprises que par les collectivités locales.

L'emploi salarié continue d'augmenter dans tous les secteurs (+6 %). Les plus fortes progressions se situent dans le secteur marchand : +16 % d'emplois dans les activités de service, +11 % dans l'hébergement et la restauration et +9 % dans la construction.

Malgré un marché du travail dynamique, le taux de chômage demeure depuis trois ans relativement stable autour de 21 %. Plus préoccupantes encore, sont les personnes qui se situent dans le halo du chômage. Ce sont les femmes, les jeunes et surtout les jeunes femmes qui se situent en marge du marché du travail.

Avec 1 940 créations d'entreprises pratiquement autant que l'an dernier, la Guyane échappe à la baisse quasi-

générale constatée sur le territoire français. L'auto-entrepreneuriat attire moins : il baisse de 5 % par rapport à l'an dernier, alors qu'en France hexagonale, il chute de 19 %. Il représente néanmoins la moitié des créations d'entreprises. Neuf entreprises créées sur dix sont des unités sans salarié. Elles génèrent un seul emploi, celui de l'entrepreneur.

Les signes de reprise sont encore là. Néanmoins, un regain d'inflation risquerait d'impacter la consommation des ménages. Après deux années de stabilité exceptionnelle des prix, l'inflation s'accélère pour rejoindre le niveau de la France hexagonale (+2,1 %). Elle résulte principalement de la hausse des prix de l'énergie et des services.

En 2011, le Revenu de Solidarité Active (RSA) remplace le RMI et l'APL ; plus de 17 700 foyers en ont bénéficié, en grande majorité du RSA socle. Deux tiers de ces allocataires sont des familles monoparentales, souvent sans ressource. Le RSA activité procure un complément de revenu pour les travailleurs modestes (200 € en moyenne). Il concerne actuellement 1 300 foyers mais leur nombre pourrait augmenter du fait de la suppression du RSTA annoncée pour décembre 2012.

Continuer à satisfaire la demande interne par un développement endogène, soutenir l'activité spatiale, poursuivre la construction de logements et d'infrastructures, préparer la base « avancée » 2014-2016, développer la filière pétrolière et enfin déployer le télé-enseignement et la télé-médecine, tels sont les défis à relever.

N'ouara YAHOU-DAUVIER



# 2011 en quelques dates

## 1er février

Mise en marche de la Réforme d'Administration Territoriale en Guyane (Réate).

## 02 février

Le président de l'Autorité de la concurrence explique le coût de la vie par les monopoles d'importation. « Les marges des distributeurs ont progressé de 33 % en huit ans ».

## 16 février

Le 200 ème lancement d'Ariane est réussi.

## 03 mars

Le préfet accepte que des travaux de forage pétrolier soient entrepris à 150km au large de Cayenne.

## 05 avril

L'enquête Besoins de main-d'œuvre 2011 révèle des opportunités dans BTP et les services, mais un manque de formation des candidats guyanais.

## 13 avril

L'Agence régionale de la santé a élaboré son plan d'action en matière de santé publique. Ces six axes prioritaires vont déterminer les schémas de prévention, d'action et d'organisation sanitaire.

## 09 mai

La Guyane compte utiliser sa position de base avancée et ses atouts pour développer le tourisme sportif.

## 28 mai

Les travaux du pont de l'Oyapock se poursuivent: les deux parties du pont de l'Oyapock se rejoignent.

## 28 juin

Une loi pour lutter contre « l'habitat indigne dans les départements et régions d'Outre-mer », adoptée par le Parlement le 9 juin.

## 26 juillet

La coopérative des transporteurs de travaux publics se mobilise afin de protester contre la méthode d'attribution des marchés publics.

## 11 octobre

En 2008, 29,6 millions d'euros ont été envoyés depuis la Guyane vers l'étranger avec Western Union. Dans le même temps, la Guyane recevait 1,3 million d'euros. Une situation observée par Frédéric Piantoni, chercheur à l'IRD et photographe.

## 21 octobre

Le premier lancement de Soyouz depuis la Guyane est un succès.

## 16 décembre

Deuxième lancement Soyouz réussi.

---

Émilie CHARLES-EUPHROSINE

## Un regain de tension en 2011

**En 2011 le Produit Intérieur Brut mondial a progressé dans l'ensemble des régions à un rythme moindre qu'en 2010, en raison de la poursuite des plans de consolidations budgétaires et d'un regain de tension autour des dettes souveraines. Dans la zone Euro, la reprise a été enrayée par la rechute de l'été mais les situations des différents pays membres restent hétérogènes. Ces perturbations affectent moins les pays d'Amérique latine et de la Caraïbe dont la croissance reste soutenue.**

Après la reprise de l'économie mondiale en 2010, l'activité n'a progressé que de 3,9 % en 2011. Cette croissance modérée est à relier :

- à une moindre contribution de la consommation privée, en lien avec des incertitudes sur le marché du travail et à la soutenabilité des dettes souveraines ;
- à une consommation publique en forte décélération, dans le cadre des consolidations budgétaires ;
- à une contribution des stocks quasi nulle après leur reconstitution l'année précédente, face à une prévision de demande stabilisée

Aux États-Unis, après le ralentissement de l'activité à la fin de l'année 2010, la croissance trimestrielle a accéléré au long de l'année 2011, tirée par la demande extérieure, notamment asiatique, et intérieure (consommation privée et investissement), et avec l'amélioration du marché du travail.

En Chine et en Inde, la croissance est restée élevée (respectivement 9,2% et 7,2%). Toutefois l'inflation menace d'éroder les progrès: les prix à la consommation ont augmenté de respectivement 5,4% et 8,6%.

Au Japon, le tsunami de mars 2011 a fortement perturbé l'économie. Celle-ci s'est remise en route très rapidement minimisant l'impact de cette catastrophe sur l'activité qui n'a reculé que de 0,7%. En Thaïlande, le tsunami et les inondations ont pénalisé l'économie mondiale, entraînant une baisse de la

demande globale et surtout une rupture dans la chaîne de production de nombreux produits.

Tout au long de l'année 2011, le prix du pétrole est resté élevé, laissant craindre des répercussions sur les prix des produits alimentaires et des tensions sociales.

### La crise épargne les pays émergents

#### Croissance du PIB en 2010 et 2011, projections pour 2012 et 2013

En %	Projections			
	2010	2011	2012	2013
Monde	5,3	3,9	3,5	4,1
Économies avancées	3,2	1,6	1,4	2,0
États Unis	3,0	1,7	2,1	2,4
Zone Euro, dont :	1,9	1,4	-0,3	0,9
France	1,7	1,7	0,5	1,0
Allemagne	3,6	3,1	0,6	1,5
Japon	4,4	-0,7	2,0	1,7
Pays émergents ou en développement	7,5	6,2	5,7	6,0
Chine	10,4	9,2	8,2	8,8
Inde	10,6	7,2	6,9	7,3
Amérique Latine - Caraïbes	6,2	4,5	3,7	4,1
Brésil	7,5	2,7	3,0	4,1
Venezuela	-1,5	4,2	4,7	3,2
Amérique Centrale <sup>1</sup>	3,6	4,7	4,0	4,0
Caraïbes <sup>2</sup>	7,6	10,6	7,5	6,6
Panama	3,4	2,8	3,5	3,6
Haïti	-5,4	5,6	7,8	6,9
République Dominicaine	7,8	4,5	4,5	4,5
Antigua et Barbuda	-8,9	-0,5	1,0	2,5
Dominique	0,3	0,5	1,5	1,7
Sainte-Lucie	3,4	0,2	1,9	2,4
Barbade	0,2	0,5	0,9	1,5
Trinidad et Tobago	0,0	-1,3	1,7	2,4
Suriname	4,5	4,5	4,9	5,4

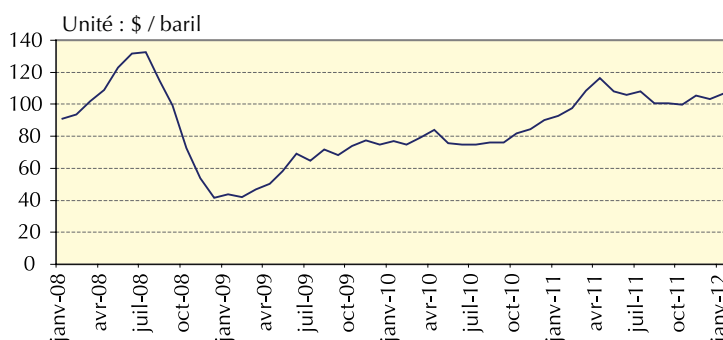
Sources : FMI, World Economic Outlook, avril 2012 sauf (\*) Insee, comptes nationaux, base 2005

<sup>1</sup> Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama

<sup>2</sup> Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint Kitts-et-Nevis, Sainte Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Suriname et Trinidad-et-Tobago.

### Les prix du pétrole reste élevé

#### Évolution du prix moyen du baril de Brent, pétrole brut léger (Royaume Uni), moyen (Dubai) et lourd (/Texas) (calcul à pondération égale)



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat.unctad.org)



## *Dans la Zone Euro une reprise malgré la rechute de l'été*

En 2011, l'activité dans la zone euro a faiblement progressé (+1,4%) sur fond de consolidation budgétaire et de crise de dettes souveraines, avec une rechute au milieu de l'année 2011. Les états ont réaffirmé leur engagement en matière de discipline budgétaire, pour renforcer leur crédibilité. La Banque Centrale Européenne a intensifié les recours à des opérations exceptionnelles pour apaiser temporairement les tensions financières. Cependant cette détente n'a pas permis de desserrer les conditions de crédit, limitant le redémarrage de l'investissement. De plus, les mesures budgétaires ont pesé sur le revenu des ménages, déjà très affectés par la dégradation du marché du travail et la hausse des prix. Les situations des différents membres restent très hétérogènes. En Allemagne, la croissance est restée soutenue. L'Espagne et l'Italie ont fait face à une demande interne très faible. La Grèce, le Portugal et l'Irlande ont mis en place des plans drastiques de réduction des déficits entraînant parfois des troubles sociaux. Les craintes liées aux tensions sur la dette de certains états restent présentes. En particulier en Grèce et au Portugal et dans une moindre mesure en Espagne, qui subissent les humeurs des marchés financiers. En 2011 l'inflation accélère également dans la zone Euro (+2,7% après +1,6%).

## *Croissance stable en France*

En France, le climat des affaires s'est violemment retourné à l'été, le rythme de croissance s'est toutefois maintenu

en 2011 à 1,7%, mais les perspectives restent moroses.

Malgré un environnement peu favorable, les entreprises ont soutenu la croissance, par des dépenses d'équipement dynamiques et un cycle de stock soutenu. L'évolution de la valeur ajoutée, plus lente que celle de la masse salariale, a entraîné une diminution de leur taux de marge qui a atteint son minimum depuis 1986 (28,6%).

L'accélération des prix l'a emporté sur celle des revenus d'activité, entraînant un ralentissement des gains de pouvoir d'achat, et, avec des perspectives médiocres, la hausse du taux d'épargne des ménages a pesé sur leur consommation, réduisant encore sa contribution à la croissance.

Malgré la baisse de la demande mondiale adressée à la France, le commerce extérieur n'a plus contribué négativement à la croissance en 2011.

Comparativement aux autres pays de la zone euro, l'inflation en France en 2011 est restée limitée (+2,3%), aidé par le poids du chômage sur le marché du travail.

## *En Amérique latine et dans les Caraïbes, une activité soutenue*

Les économies d'Amérique latine et de la Caraïbe ont eu une croissance soutenue en 2011 (+ 4,5 %), cependant moindre qu'en 2010 en raison des tensions en provenance des pays développés. En dépit du ralentissement des flux de capitaux extérieurs et de la croissance mondiale, les pays exportateurs de matières premières ont profité des prix élevés.

Au Brésil, l'activité a fortement ralenti en 2011 (+2,7%), en lien avec la situation des pays développés et les

coupes budgétaires au détriment de l'investissement public. La politique monétaire stricte et la moindre croissance mondiale ont permis de contenir l'inflation protégeant les gains de pouvoir d'achat. Le programme gouvernemental de réduction des inégalités et de la pauvreté, a contribué positivement à la croissance en soutenant les revenus des plus pauvres donc la demande intérieure, ce qui a compensé une partie de la baisse de la demande extérieure.

Au Suriname, la croissance reste soutenue grâce aux exportations de pétrole et d'or toujours dynamiques. Les matières premières représentent environ la moitié du PIB et près de 90% des exportations. La forte hausse des prix à la consommation (+18%) pèse sur la demande intérieure dont la contribution à la croissance est faible, la pauvreté touchant la moitié de la population.

Dans les petites Antilles de l'Organisation des États de la Caraïbe Orientale l'activité est restée morose, la dette publique a continué de se dégrader en 2011. La reprise de l'activité touristique moindre que dans les grandes Antilles est restée insuffisante pour réduire le surendettement et offrir de meilleures perspectives.

Retour de la croissance en Haïti en 2011 à +5,6%, cette croissance est soutenue par l'aide internationale massive consécutive au séisme et par la reprise des transferts des migrants. Cette hausse vient compenser quasi entièrement la chute du PIB de 2010. Les personnes les plus vulnérables restent toujours confrontées à des conditions de vie très précaires.

Fabien BREUILH

## **Pour en savoir plus**

World Economic Outlook (WEO), "Growth Resuming, Dangers Remain", avril 2012, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2012/01/pdf/text.pdf>

Regional Economic Outlook, Western Hemisphere, "Shifting Winds, New Policy Challenges", octobre 2011, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2011/whd/eng/pdf/wreo1011.pdf>

Note de conjoncture, « La fièvre tombe, le rétablissement sera lent », mars 2012, [http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys\\_conj/archives/0312\\_ve.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/0312_ve.pdf)

Les comptes de la nation en 2011, « La croissance du PIB se maintient à 1,7 % », Insee Première n°1401, mai 2012, <http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1401/ip1401.pdf>



# En 2011, des échanges extérieurs dynamiques

**Après une année 2010 marquée par une nette reprise des importations, les échanges extérieurs de la Guyane continuent de progresser. En 2011, les importations augmentent de 17 % et les exportations de 6 %. Il en résulte un déficit commercial de 1,15 milliard d'euros en hausse de 19 %. Les échanges avec la France hexagonale restent vigoureux et les ventes d'or soutiennent les exportations.**

Après leur hausse de 13 % en 2010, les importations guyanaises progressent de 17 % pour atteindre 1,3 milliard d'euros. Hormis les produits pétroliers raffinés qui perdent 6 % de leur valeur, tous les grands secteurs sont en hausse. Mais les importations sont particulièrement poussées par la progression des achats d'équipement électriques, électroniques, informatiques et optiques et par celle des produits de l'industrie chimique et de la métallurgie. Dans l'industrie alimentaire, les quantités achetées augmentent de 4 %. Néanmoins avec la hausse des prix, la hausse en valeur (13 %) est plus forte. Le montant des importations de l'industrie automobile progresse de 7 % et celui de l'agriculture, sylviculture et pêche de 12 %. Hors énergie la valeur des importations augmente de 21 %.

En 2011, le montant des exportations augmente également, il s'élève à 167 millions d'euros en hausse de 6 %. Les exportations sont particulièrement poussées par les ventes d'or qui progressent de 52 %. En revanche, le montant des expéditions d'instruments et d'appareils de mesure baisse de 35 %, ce qui freine la hausse des exportations. Dans la pêche et de l'aquaculture, le montant des exportations est faible, mais la progression des ventes est forte (+44 %).

Comme pour les autres DOM, la Guyane dépend fortement de l'extérieur. En 2011, le déficit commercial s'élève à 1,15 milliard d'euros en hausse de 19 %. Le taux de couverture des échanges de biens est faible, il est de 13 % et perd un point par rapport à l'année précédente. Ceci signifie que le montant des importations est environ huit fois plus élevé que celui des exportations.

En 2011, la France métropolitaine est toujours le principal fournisseur de la Guyane. Avec 30 % de la valeur des produits importés, la part diminue de quatre points par rapport à 2010. Cette part de marché moyenne masque des différences marquées selon les produits. Elle est de 52 % pour les produits alimentaires, de 24 % pour les produits pharmaceutiques, de 25 % pour les équipements mécaniques, matériel électrique et électronique, et de 45 % pour les véhicules automobiles. L'autre partie des véhicules importés provient essentiellement d'Allemagne, d'Espagne, de Corée du Sud et du Japon.

Comme les années précédentes, les importations de produits pétroliers raffinés proviennent prin-

### En 2011, les échanges extérieurs progressent

#### Montants et évolutions des importations et des exportations par activité en Guyane

Unités : millions d'euros et %

	Importations		Exportations	
	valeur en 2011	évolution en 2011 (%)	valeur en 2011	évolution en 2011 (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	13,7	12,4	0,7	29,7
Hydrocarbures naturels,	1,5	25,0	1,1	87,0
Autres produits des industries extractives, électricité, déchets				
Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	199,9	11,6	12,9	-12,6
Produits pétroliers raffinés et coke	184,5	-5,7	0,0	24,3
Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	329,5	27,1	41,3	-27,9
Matériels de transport	156,7	7,7	38,9	25,3
dont industrie automobile	139,5	6,7	37,4	22
Autres produits industriels	417,9	29,6	72,4	34,6
dont pharmacie	51,8	8	0,0	151
Autres	11,5	8,5	0,2	132
<b>Total</b>	<b>1 315,3</b>	<b>16,8</b>	<b>167,5</b>	<b>6,0</b>

Source : Douanes, calculs Insee



cipalement de Trinidad et Tobago (carburéacteur, gazole, fioul), de la Martinique (gazole, essence sans plomb) et des Antilles néerlandaises (gazole).

L'Union européenne hors France est le second partenaire commercial de la Guyane. Les importations en provenance de cette zone progressent de 39 % en valeur par rapport à 2010. En particulier, la valeur des importations de véhicules automobiles augmente de 54 %, celle de la bière de 17 % et le montant des importations de machines pour l'extraction ou la construction double.

La part des achats auprès des pays de la Caraïbe (hors DFA) est stable. Elle représente 8 % du montant total des importations, essentiellement constituées du pétrole raffiné venant de Trinidad et Tobago et des Antilles néerlandaises. Ces achats comportent également du ciment acheté au Venezuela et en Colombie dont la valeur augmente de 36 % par rapport à 2010. Les approvisionnements auprès des autres DFA restent faibles. La Mar-

tinique fournit 5,6 % du montant total des produits et la Guadeloupe 2,6 %. Il s'agit essentiellement de carburant, de barres en fer forgées et d'eau pour la Martinique et de réexpéditions de pétrole raffiné pour la Guadeloupe.

## Les ventes d'or soutiennent les exportations

Les exportations guyanaises sont peu variées. Outre les réexpéditions de marchandises, elles comprennent essentiellement de l'or, du bois, du poisson, des crevettes et du riz.

En 2011 la quantité d'or exporté augmente de 24 %. Néanmoins avec la hausse des cours, la progression des exportations en valeur est beaucoup plus élevée (+ 52 %). La France métropolitaine reçoit 90 % du montant de ces ventes d'or et la Suisse 10 %. La Guadeloupe et la Martinique sont les principaux destinataires des ex-

portations de poissons et de bois. En 2011 les valeurs de ces ventes baissent chacune de 6 %. Les exportations de crevettes se destinent essentiellement à la France métropolitaine, à la Guadeloupe et à la Martinique. Elles se replient de 3 % par rapport à 2010. En 2011, le volume des exportations de riz chute de moitié. Comme l'année passée, Haïti bénéficie de l'essentiel de la production expédiée. La part des exportations vers la France métropolitaine continue d'augmenter (+ 6 points). Ces envois se composent surtout d'or et d'instruments de mesure. Les autres pays de l'Union européenne sont destinataires de 12 % des exportations (instruments de mesure et conteneurs). La Martinique reçoit 4,6 % de la valeur des exportations et la Guadeloupe 4 %. Il s'agit surtout de poissons et de bois. Les ventes dans les pays de la Caraïbe (hors DFA) sont constituées pour l'essentiel de riz envoyé à Haïti.

Emmanuel THIOUX

## Définitions

L'espace Caraïbe comprend toutes les îles de la Caraïbe, ainsi que les pays d'Amérique Centrale et du Sud qui possèdent une ouverture maritime sur la Caraïbe. Les échanges avec Porto Rico sont confondus avec ceux des États-Unis faute de données les isolant. Les pays signataires de l'accord de libre échange de Cotonou (pays ACP de la Caraïbe) et ceux qui n'en font pas partie (« Pays non-ACP de la Caraïbe »), ne bénéficient pas du même régime douanier dans leurs relations avec l'Union européenne et donc avec les départements français d'outre mer.

## La France hexagonale est le principal partenaire de la Guyane

### Part de la zone partenaire dans les échanges de biens et solde commercial en 2011 en Guyane

Unités : millions d'euros et %

	Importations		Exportations		Solde
	Montant	%	Montant	%	
France métropolitaine	392,3	29,8	92,7	55,3	-299,6
Union européenne hors France	151,4	11,5	19,9	11,9	-131,5
Caraïbe ACP	79,2	6,0	2,4	1,5	-76,7
Martinique	73,4	5,6	7,7	4,6	-65,8
Chine	64,5	4,9	0,0	0,0	-64,5
Etats-Unis	42,9	3,3	10,7	6,4	-32,1
Guadeloupe	33,8	2,6	6,8	4,0	-27,1
Caraïbe hors ACP	30,4	2,3	0,0	0,0	-30,4
Autres	447,4	34,0	27,4	16,3	-420,0
total	1315,3	100,0	167,5	100,0	-1147,8

Source : Douanes, calculs Insee





## Dynamisme de l'activité des établissements de crédit

**L'activité des établissements de crédit a été soutenue en 2011, bénéficiant d'un quatrième trimestre plus favorable. L'activité de financement s'est nettement accélérée fin 2011, portée par une demande importante de crédits d'investissement, et toujours, de crédits à l'habitat. La collecte d'épargne, quoique particulièrement dynamique au cours du dernier trimestre, a un rythme de croissance annuelle en ralentissement par rapport aux années précédentes.**

### Accélération de la demande de financement

Le financement de l'économie guyanaise est principalement assuré par les établissements de crédit implantés localement. Les entreprises (notamment les bailleurs sociaux) concentrent près de 51 % de l'endettement global du département, contre 31 % pour les ménages et plus de 16 % pour les collectivités locales.

L'activité de financement, en croissance modérée depuis le début de l'année, s'est accélérée fin 2011, soutenue par l'évolution des crédits à l'investissement et des crédits à l'habitat. Au 31 décembre 2011, l'encours sain s'établissait à 2 366 M€, en augmentation de 6,6 % sur un an (+ 146,3 M€), après 4,7 % en 2010 et 8,3 % en moyenne annuelle au cours des trois années précédentes. Cette bonne orientation de l'activité de crédit sur l'année 2011 résulte,

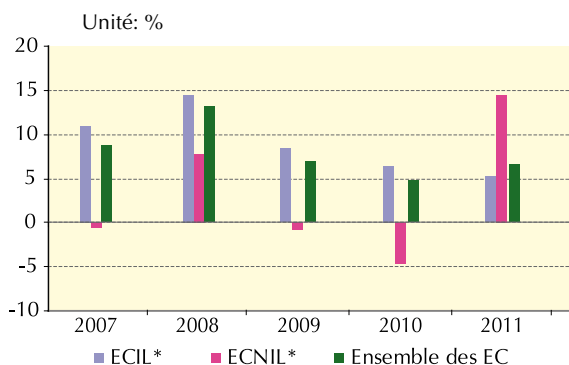
d'une part, de la croissance soutenue des encours des ECIL (Etablissements de crédit installés localement) qui progressent de 5,3 % sur un an après + 6,5 % un an plus tôt et, d'autre part, de la reprise des financements accordés par les ECNIL (Etablissements de crédit non installés localement) dont les encours sains progressent, sur un an de 14,4 % en 2011 après - 4,6 % en 2010.

### ...soutenue par l'investissement et l'immobilier

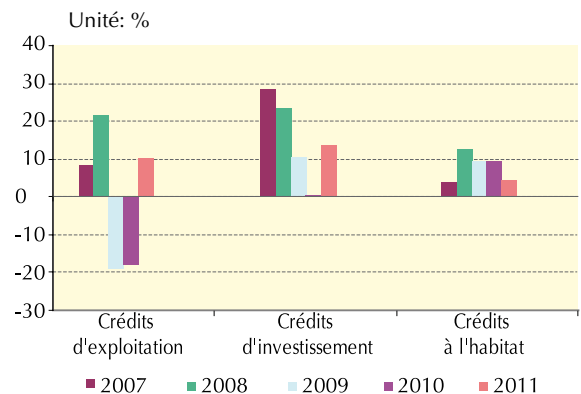
Le financement de l'investissement, dont la croissance annuelle s'était effondrée entre 2008 et 2010, fait face à un niveau de demande en nette hausse en 2011, essentiellement concentrée en fin d'année. Davantage pour les entreprises que pour les collectivités locales, la reprise des crédits d'investissement se traduit par une progression significative des encours de 13,9 % en 2011 (0,4 % en 2010).

### Évolution des encours de crédits sains en Guyane variations en glissement annuel à fin décembre

Par type d'établissements



Par nature de crédit



Source : IEDOM

Source : IEDOM



De même, les crédits d'exploitation en 2011 augmentent (+ 10,2 %) après deux années de forts reculs des encours, témoignant d'un recours accru aux financements bancaires à court terme dans un contexte économique qui s'améliore.

Enfin, les crédits à l'habitat profitent toujours de la demande soutenue de financements immobiliers dans le département. Mais leur croissance annuelle (4,4 %) reste en retrait par rapport à 2010. Ce marché est fortement porteur et concurrentiel, avec un encours qui a pratiquement doublé en 5 ans pour les particuliers.

Le financement de l'habitat, octroyé principalement aux ménages et aux bailleurs sociaux, concentre au total 53 % de l'encours sain ; il demeure le premier poste d'endettement des guyanais comparé aux crédits d'investissement (35 %), aux crédits à la consommation (7 %) et aux crédits d'exploitation (3 % en 2011).

Le dynamisme de l'activité de crédit en 2011 touche l'ensemble de la clientèle. D'une part, la croissance sur le marché des ménages, bien qu'en fléchissement sur un an, reste soutenue (+ 7,9 % sur un an), et d'autre part, on assiste à une nette reprise des financements accordés tant sur le marché des entreprises (+ 7,5 % sur un an) que sur celui des collectivités locales (+ 6,2 % sur un an).

A fin 2011, le total des actifs financiers détenus par les établissements

de crédit implantés localement s'élève à 1 439,1 M€. En recul au cours des neuf premiers mois de 2011, la collecte nette d'actifs financiers augmente en fin d'année. La progression des encours atteint 4,5 % sur un an (+ 62,1 M€). Ce résultat, divisé par deux par rapport à 2010 (+ 9,3 %), se situe en deçà de la moyenne observée au cours des trois années précédentes (+ 6,6 % par an).

## Une collecte d'épargne moins dynamique

En 2011, la structure des ressources des banques du département est marquée par un léger recul de la part des dépôts à vue (47%), après une forte progression l'an dernier. Le poids des placements liquides ou à court terme se renforce légèrement (30 %), les niveaux de rémunération de l'épargne règlementée ont augmenté deux fois au cours de l'année. La part de l'épargne à long terme reste stable sur un an (23 %).

La répartition des actifs financiers par agent économique évolue légèrement par rapport à 2010 au profit des entreprises (qui représentent 25 % des encours d'épargne à fin 2011). Les ménages, malgré un certain tassement, demeurent néanmoins les principaux détenteurs d'actifs financiers du département (66 %).

## Un maillage encore faible du territoire

Avec un ratio d'un guichet pour 5 906 habitants en 2011, la Guyane a une densité bancaire plus de deux fois inférieure à celle des autres DFA (un guichet permanent pour 2 622 habitants à la Martinique, un pour 2 576 habitants en Guadeloupe). Il en est de même pour le parc de distributeurs automatiques de billets. L'étendue du département et l'enclavement de nombreuses zones d'habitation freinent considérablement de nouvelles implantations d'agences bancaires compte tenu des coûts de structure qui ne sauraient être rentabilisés. La croissance démographique forte renforce en outre la dégradation comparative avec les autres géographies.

L'encours moyen des comptes d'épargne à régime spécial bénéficie en 2011 de la forte collecte sur les livrets A, atteignant en moyenne 1 805 €. L'encours moyen des comptes ordinaires demeure relativement stable sur un an à 5 819 € alors que celui des comptes à terme profite pleinement de la remontée des taux d'intérêt à court terme avec une augmentation de 17 % à 26 826 €.

BOYER Sandie  
MIORIN Cédric  
IEDOM

## Définitions

**Encours de crédit brut** : total des crédits restant dus

**Encours de crédit sain** : encours de crédit brut – créances douteuses

**Créances douteuses** : encours de crédits pour lesquels il existe un risque avéré de non remboursement

## ECIL et ECNIL

Depuis l'évolution en juin 2010 des obligations réglementaires déclaratives des établissements de crédit, les critères de classification des établissements de crédit dans les statistiques monétaires de l'IEDOM ont été révisés. Est considéré comme Etablissement de Crédit Installé Localement (ECIL) tout établissement disposant d'une représentation locale effective, à savoir au moins un agent permanent localement. Par différence, les Etablissements de Crédit Non Installés Localement (ECNIL) sont ceux intervenant sans représentation locale.



## Les prix repartent à la hausse

**En 2011, les prix à la consommation des ménages progressent de 2,1 % en Guyane. Cette évolution résulte de la hausse des prix de l'énergie et des services. Après deux années successives de ralentissement, l'inflation s'accélère pour rejoindre le niveau de la France hexagonale, mais demeure plus faible qu'en Martinique et en Guadeloupe.**

Après deux années de relative stabilité des prix, l'inflation revient. Les prix à la consommation des ménages progressent de 2,1 % en Guyane.

### Une inflation portée par les prix des services

Les services participent fortement à l'accélération des prix à la consommation. Avec un poids de 47 % dans la consommation globale, la hausse des prix des services (1,8 %) contribue fortement à l'inflation. Les prix de tous les postes des services croissent en 2011. En particulier, les prix des transports et communication progressent de 2,3% en 2011, alors

qu'ils étaient en baisse de 5,9 % en 2010. Ce changement de tendance s'explique par la hausse des prix du transport aérien. Les postes liés au logement sont également en hausse : les prix des loyers augmentent de 2,5 %, l'assurance liée au logement progresse de 4,8 %. Enfin, les services de consultation à la personne augmentent de 1,9 %.

Les prix de l'énergie bondissent de 14,3 %, conséquence de la flambée des prix des produits pétroliers (18,8 %) qui résulte exclusivement de la hausse des prix du carburant. Cette évolution a un impact direct sur l'inflation, elle explique 48 % de la hausse des prix en 2011, en dépit de son poids dans la consommation des ménages (6,7 %). Le

### Les prix de l'énergie s'envolent Évolution des prix en Guyane

Unité: indice base 100 en 1998

Regroupements	Pondérations 2011	Indices 2010 moyen	Indices 2011 moyen	Variation 2011/2010	Contributions à la hausse des prix en 2011
Alimentation	2 282	124,4	126,7	1,9	0,4
Produits frais	370	133,7	139,0	3,9	0,1
Alimentation hors produits frais	1 912	122,5	124,2	1,4	0,3
Tabac	47	363,6	353,4	-2,8	0,0
Produits manufacturés	2 605	95,3	95,0	-0,3	-0,1
Habillement et chaussures	691	73,6	71,5	-2,8	-0,2
Produits de santé	201	91,7	91,9	0,2	0,0
Autres produits manufacturés	1 713	104,5	105,2	0,7	0,1
Energie	668	134,5	153,8	14,3	1,0
produits pétroliers	440	144,1	171,2	18,8	0,8
Services	4 398	128,4	130,7	1,8	0,8
Loyers et services rattachés (1)	1 774	132,0	134,2	1,7	0,3
Services de santé	168	131,0	133,5	1,9	0,0
Transports-communications	953	108,5	111,0	2,3	0,2
Autres services (2)	1 503	129,3	131,3	1,6	0,2
Ensemble	10 000	121,1	123,6	2,1	2,1

[1] Les services rattachés représentent les produits et les services pour la réparation et l'entretien du logement, l'adduction d'eau, l'enlèvement des ordures et les services d'assainissement.

[2] Les autres services regroupent : les soins personnels, les effets personnels, la protection sociale, les assurances, les services financiers...

Source : Insee, indice des prix à la consommation



léger repli du prix du gaz de 2,1 % n'est pas suffisant pour contenir l'augmentation des prix de l'énergie.

Les prix de l'alimentation renchérisse de 1,9 %. Cette évolution est le double de ce qu'elle était en 2010. Les prix de l'alimentation hors produits frais, qui évoluent de 1,4 %, contribuent pour trois quarts à cette évolution. La hausse est générale dans le poste. Elle est plus marquée pour les sucreries et confiseries, les eaux et boissons gazeuses et la viande. Les prix des produits frais varient de 3,9 % sous l'effet principal des prix du poisson. Les fruits et légumes contri-

buent également à la hausse. Bien que la variation des prix alimentaires ait doublé en 2011 par rapport à 2010, elle reste inférieure à la hausse générale des prix.

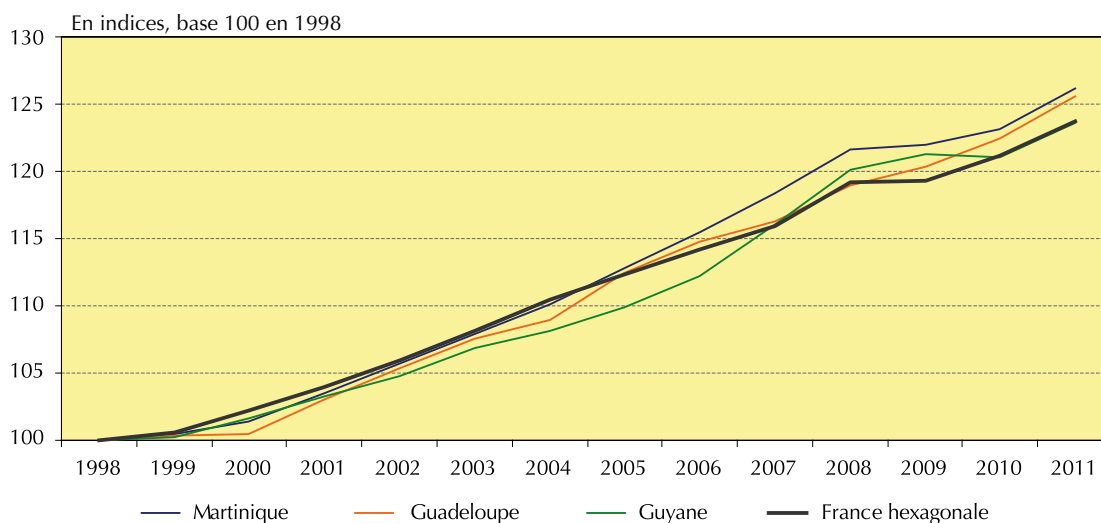
L'indice des prix des produits manufacturés fléchit de 0,3 %. C'est la troisième année consécutive de baisse. Cette variation s'explique par le recul des prix de l'habillement et chaussures de 2,8 %, partiellement compensé par la croissance des prix des « autres produits manufacturés » (0,7 %) et des produits de santé (0,2 %). Ces derniers ont une contribution quasi nulle à la variation globale des prix. Le recul des prix de l'habillement et

chaussures s'explique autant par la baisse des prix de l'habillement (1,8 %) que par celle des prix des chaussures 6,0 % de par leur poids respectif. Les articles de bijouterie et de joaillerie contribuent au renchérissement des « autres produits manufacturés ». Le fléchissement des prix des produits manufacturés freine très légèrement l'inflation.

Évelyne RAGOT  
Luciano VALONY

## Une hausse des prix identique à la France hexagonale

### Évolution comparée des prix en 2010



Source : Insee, indice des prix à la consommation

## Définitions

**L'indice des prix à la consommation (IPC) :** instrument de mesure de l'inflation, il permet d'estimer la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages entre deux périodes. C'est une mesure synthétique de l'évolution des prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au Journal Officiel. La variation moyenne annuelle: variation entre la moyenne de l'année n et celle de l'année n-1. Elle diffère de l'évolution en glissement qui mesure l'évolution des prix entre le début et la fin de la période sans tenir compte des évolutions enregistrées durant l'année.



# Créations d'entreprise stables en Guyane

**En 2011, le nombre de créations d'entreprise en Guyane est resté stable, soit 1 940 entreprises. Le nombre de création d'auto-entreprise a régressé de 5 % par rapport à l'année passée. Les activités liées à l'enseignement, la santé et l'action sociale ont la plus forte baisse (-23 %). Neuf entreprises sur dix ont démarré leur activité sans salarié. Parmi elles, 53 % sont des auto-entreprises.**

Avec 1 934 entreprises nouvelles en Guyane, en 2011, le nombre de créations d'entreprise dans les secteurs marchands non agricoles est stable par rapport à 2010. C'est le seul département avec la Guadeloupe qui échappent à la baisse quasi-générale constatée sur le territoire français (12 %).

### Baisse des créations d'auto-entreprise

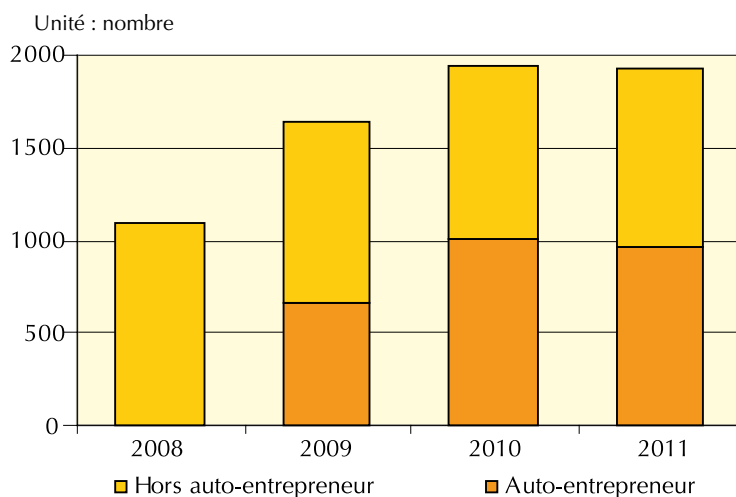
En Guyane, la dynamique des créations d'auto-entreprises marque une pause en 2011 : leur nombre baisse de 5 % par rapport à 2010. Cette baisse est compensée

par la progression des créations hors auto-entrepreneurs (+ 5 %). Toutefois, avec 965 auto-entreprises créées, l'ampleur de cette diminution reste limitée par rapport à la France métropolitaine où elles chutent de 19 %. Après avoir fortement augmenté en 2010, la part des auto-entreprises se stabilise à 50 % en 2011 (54 % au niveau national).

Dans l'industrie manufacturière, le soutien aux entreprises et la restauration, près de six créateurs sur dix ont choisi le statut de l'auto-entrepreneur. Quoique portant sur des volumes de créations peu élevés, c'est dans les secteurs de l'information et la communication et des

### Des créations d'entreprise qui stagnent par rapport à 2010

**Créations d'entreprise dans les activités marchandes non agricoles selon le statut de l'entrepreneur en Guyane en 2011**



Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements)

### Définition

**Auto-entrepreneur :** Le régime de l'«auto-entrepreneur» s'applique depuis le 1er janvier 2009 aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités exclues), à titre principal ou complémentaire, et dont l'entreprise individuelle remplit les conditions du régime fiscal de la micro-entreprise et qui opte pour exercer en franchise de TVA.





autres activités de services, que les créateurs ont majoritairement privilégié le statut d'auto-entrepreneur (respectivement 72% et 71% des créations dans ces secteurs.

En 2011, le commerce reste le premier gisement de créations dans l'économie de la Guyane : avec 437 créations, il représente 23 % du renouvellement des entreprises guyanaises. 54 % de ces nouvelles unités sont sous le régime de l'auto-entrepreneur. La Guyane est le seul département français d'Amérique où les créations d'entreprises dans le commerce continuent de progresser (+ 6 % en 2011 après + 11 % en 2010). En Guadeloupe, les créations dans ce secteur restent stables (+ 1 %) et en Martinique, elles diminuent de 22 %.

La construction est le deuxième secteur des créations d'entreprise: 18 % des créations. Parmi eux, 150 créateurs ont choisi le statut de l'auto-entrepreneur, soit 43 %.

## Les activités liées à l'enseignement, la santé et l'action sociale chutent

Le nombre de créations dans l'enseignement, la santé et l'action sociale chute de 23 %. Cette baisse est plus importante dans l'enseignement ou les créations d'entreprise diminuent de un tiers en particulier les créations d'auto-entreprises (42 %). C'est la deuxième plus forte baisse après le secteur de l'information et la communication (- 27 %). Avec 58 entreprises créées, les activités liées à l'enseignement rassemblent 43 auto-entrepreneurs.

## La quasi-totalité des créations ne génère aucun emploi salarié

Neuf entreprises créées sur dix sont des unités sans salarié. Elles

génèrent un seul emploi, celui de l'entrepreneur. Parmi les créations d'entreprise sans salarié, les auto-entrepreneurs sont majoritaires avec 53 %. En 2011, les 128 entreprises créées avec salariés emploient en moyenne 3,4 personnes. Parmi les nouveaux emplois, six sur dix concernent le commerce et la construction.

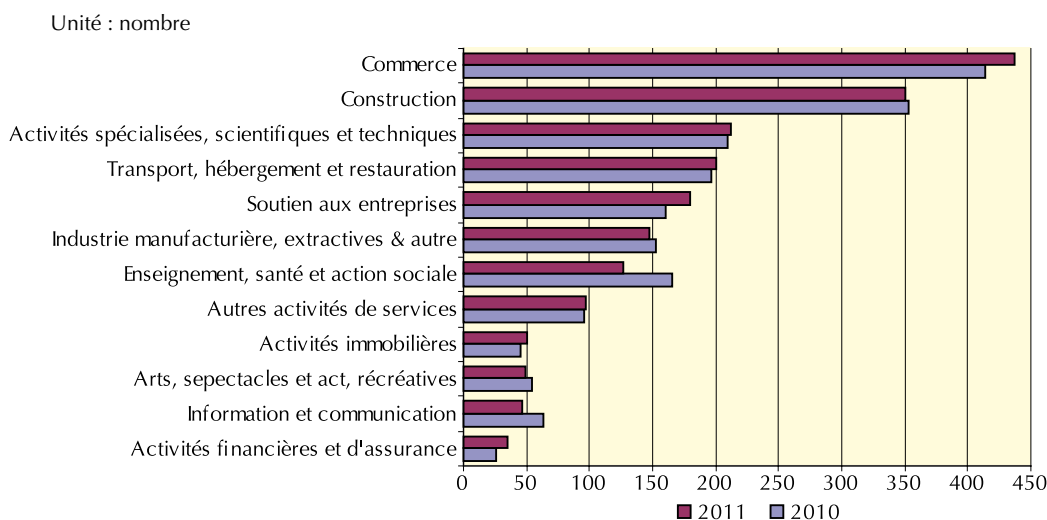
Un créateur sur trois est âgé de 30 à 39 ans. Proportionnellement, ils sont plus nombreux dans le commerce et le soutien aux entreprises (36 %).

Dans les secteurs de la construction et l'enseignement, les disparités selon le sexe sont plus marquées : 29 % des créateurs exercent une activité dans la construction, contre à peine 2 % des créatrices, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale regroupent 5 % des créateurs et 12 % des créatrices.

Philippe MOUTY

## Le commerce : première source de créations d'entreprise en Guyane

### Créations d'entreprise dans les activités marchandes non agricoles selon le secteur d'activité en Guyane



Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements)

### Champ

Dans l'industrie, le champ ne couvre pas les créations d'entreprise sans salarié relevant du secteur de la production d'électricité. Cela ne correspond pas à une activité industrielle mais à des entreprises montées pour gérer l'électricité produite par des installations photovoltaïques.



## Près de 6 000 exploitants agricoles

**Augmentation du nombre d'exploitations surtout le long du Maroni, l'activité agricole repose surtout sur des chefs d'exploitation aidés de travailleurs occasionnels. Les chefs d'exploitation sont majoritairement des femmes et vieillissent.**

Depuis 2000, le nombre d'exploitations agricoles de Guyane, a augmenté de 70 unités supplémentaires par an. En 2010, sur l'ensemble de ces communes de Guyane, 5 983 exploitations agricoles sont en activité, soit une croissance de 13 % qui prolonge la tendance déjà constatée au cours de la décennie précédente. La Guyane est le seul département français dans ce cas.

économique agricole et de l'aménagement du territoire. Ainsi, cinq exploitations agricoles sur dix sont localisées dans l'ouest guyanais (CCOG) et mettent en valeur 60 % du territoire à la fois sur des petites unités vivrières et sur les domaines rizicole et d'élevage.

*Plus de 20 500 personnes actives dans le secteur agricole*

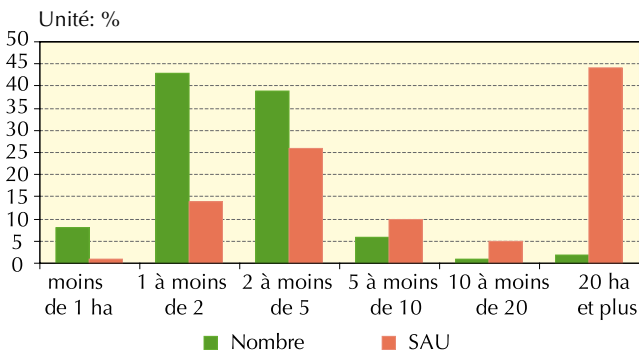
Cette évolution résulte de la hausse identifiée du nombre d'exploitations implantées le long du Maroni. Sur cette zone, 60 % des exploitations, pratiquent une agriculture vivrière traditionnelle sur 8 000 ha, soit le tiers de la Superficie Agricole Utilisée de la région (SAU de 25 130 ha). Leur superficie moyenne est de 2 ha. Les 2 350 autres exploitations de la Guyane se répartissent 70 % de la SAU. Parmi elles une centaine d'exploitations cultivent 45 % de la SAU totale.

En 2010, 20 550 personnes participent au travail des exploitations agricoles : 8 460 actifs familiaux, 200 salariés permanents et 11 900 saisonniers. Les chefs d'exploitation constituent le pilier de cette main-d'œuvre. La participation des autres membres de la famille, traditionnelle dans le secteur agricole, diminue de 5% par an. L'emploi des salariés permanents s'effondre (182 personnes), il a diminué de 60 % en 10 ans et n'occupe que 200 personnes en 2010. A l'opposé, le recours aux travailleurs occasionnels (11 900 personnes) a été multiplié par deux.

Le travail agricole représente 6 880 emplois annuels à plein temps (UTA). Cet emploi se distribue en 6 200 UTA fournies par des actifs familiaux ou des salariés permanents et 680 par des travailleurs saisonniers. La CCOG concentre sur son territoire presque 80 % des actifs agricoles per-

La répartition des surfaces cultivées dans les quatre communautés de communes de Guyane se révèle très intéressante du point de vue du développement

### Neuf exploitations sur dix ont moins de 5 ha Répartition des exploitations selon la taille en Guyane



Source : Agreste Recensement agricole 2010

### Des disparités entre communautés de communes

#### Exploitations et Surfaces Agricoles Utiles selon les communautés de communes de Guyane

	Unités: nombre et %					
	Nombre d'exploitations			SAU en ha		
	2000	2010	Évolution	2000	2010	Évolution
CCEG	247	269	9	864	543	-37
CCCL	878	795	-9	6 040	6 710	11
CCS	432	260	-40	3 038	3 245	7
CCOG	3 761	4 659	24	13 234	14 635	11
Guyane	5 318	5 983	13	23 176	25 133	8

Source : Agreste Recensements agricoles 2000 et 2010



manents et 90% des saisonniers, soit un peu plus des trois quarts de la force de travail de l'agriculture guyanaise.

En Guyane, un exploitant sur deux, consacre entre 50 et 75 % de son temps de travail à l'agriculture et un sur trois travaille à temps complet. Le temps passé dans l'activité agricole augmente depuis 2000. Seuls deux chefs d'exploitation sur cinq travaillaient à mi-temps et un sur quatre à plein temps. Le temps de travail des autres actifs familiaux suit une évolution comparable : 20 % sont à plein temps dans les champs en 2010 et 40 % à mi-temps et plus.

Selon la zone géographique, le temps passé dans l'activité agricole varie : 34 % des agriculteurs de la CCOG travaillent à plein-temps et 56 % à mi-temps et plus contre respectivement 26 % et 37 % de ceux de la CCCL.

## Plus de femmes chefs d'exploitation

Les actifs sont majoritairement des femmes dans les exploitations agricoles et leur temps de travail moyen est plus élevé que celui des hommes. Sur dix actifs agricoles, six sont des femmes et parmi elles, quatre sont chefs d'exploitation. Ces chefs d'exploitation travaillent à temps complet ou au moins à mi-temps pour 90 % d'entre-elles contre 80 % pour leur homologues masculins.

La concentration des actifs féminins est forte sur la CCOG : neuf femmes chefs d'exploitation sur dix y exercent leur activité. Près de deux

chefs d'exploitation de la CCOG sur trois sont des femmes, elles ne sont qu'une sur trois chefs dans le reste de la Guyane.

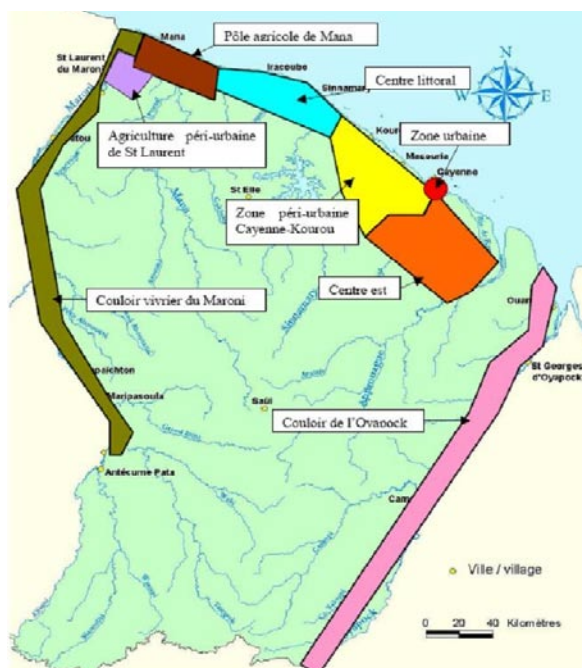
## Les chefs d'exploitation vieillissent

En 2010, les chefs d'exploitation ont 44 ans d'âge moyen, ils sont plus âgés qu'en 2000 : ( 42,5 ans). La proportion des moins de 40 ans a diminué en dix ans : 37 % en 2010 et 46 % en 2000, celle des plus de 60 ans reste stable : 15 % en 2010 et 14 % en 2000. La structure par âge diffère par zone géographique. Les

chefs d'exploitation sont plus jeunes sur la CCOG, avec un âge moyen de 43,5 ans, que ceux de la CCCL âgés de 53,5 ans en moyenne. Seulement 12 % des chefs d'exploitation de la CCCL ont moins de 40 ans et 32 % ont plus de 60 ans. A l'inverse, 42 % des chefs d'exploitation de la CCOG ont moins de 40 ans et 12 % ont plus de 60 ans

Jean-Christophe LAMBERT  
Direction de l'alimentation,  
de l'agriculture  
et de la forêt de Guyane

## Zonages agricoles en Guyane + 600 exploitations supplémentaires en 10 ans



Source : Agreste Recensements agricoles 2000 et 2010

## Définitions

L'exploitation agricole est une unité économique qui participe à la production agricole et qui répond à certains critères :

- Elle a une activité agricole soit de production, soit de maintien des terres,
- Elle atteint, soit 1 hectare de surface agricole utilisée, soit 20 ares de cultures spécialisées, soit une production supérieure à un seuil.
- Sa gestion courante est indépendante de toute autre unité.

Les actifs agricoles sont les personnes qui participent au travail de l'exploitation agricole. Les actifs familiaux comprennent les chefs d'exploitation, les co-exploitants, ainsi que les membres de la famille, conjoints du chef d'exploitation, enfants dès lors qu'ils fournissent un travail sur l'exploitation. Les salariés permanents occupent un poste toute l'année à temps partiel ou complet. Les salariés saisonniers ou occasionnels ont travaillé à temps partiel ou complet, mais pendant une partie de l'année seulement.

L'unité de travail annuel (UTA) permet de cumuler les différents temps de travail. Cette unité correspond à l'équivalent du temps de travail d'une personne à temps complet pendant un an.



## Niveau élevé des autorisations de construire

**En 2011, 2320 logements ont été autorisés en Guyane, chiffre en retrait par rapport à l'exceptionnelle année 2010 mais à un niveau supérieur à celui de 2009. La part des logements sociaux baisse à 19 % alors qu'elle dépassait les 40 % les années précédentes. Comme les années précédentes, on constate un déséquilibre géographique : l'Île-de-Cayenne et les communes limitrophes concentrent plus des trois quarts des autorisations de logements.**

Le nombre de logements autorisés atteint 2320 unités en 2011. Certes, les autorisations chutent de 50 % par rapport à 2010 (3 490 logements autorisés) mais restent à un niveau plus élevé que 2009 (1890) et aux moyennes enregistrées depuis le milieu des années 2000. L'année 2010 est un cru exceptionnel pour les autorisations de logements avec la conjonction des effets d'un fort niveau d'autorisation dans le logement social et la fin de la défiscalisation. Il convient de noter qu'entre 2001 et 2005, la moyenne du nombre de logements autorisés ne dépassait pas les 1 500.

En 2011, seulement 640 logements individuels sont autorisés, soit deux fois moins qu'en 2010 (1410) et un peu moins qu'en 2009 (710). Pour rappel, entre 2001 et 2005, une moyenne de 800 logements individuels ont été autorisés.

Pour les logements collectifs, le nombre d'autorisations passe de

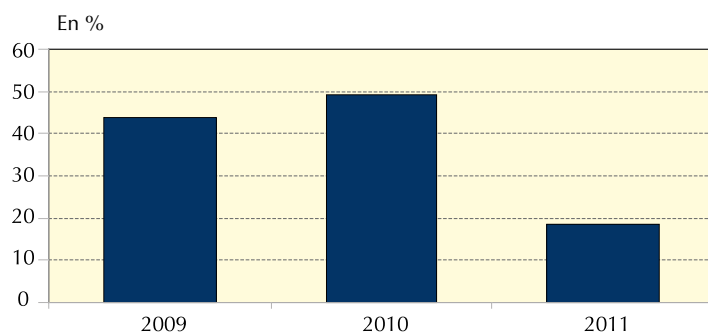
2000 en 2010 à 1510 en 2011, et reste à un niveau largement supérieur à celui de 2009 (1060). Au début des années 2000, seuls 630 logements collectifs étaient en moyenne autorisés chaque année.

### La part des logements sociaux s'effondre

En 2011, la part des logements sociaux autorisés s'effondre à 18,5 % des autorisations. En 2009 et 2010, la part des logements sociaux est de respectivement 43,7 % et 49,1 %. En 2010, ont été lancées de grosses opérations de logements sociaux notamment à Macouria. Or, la construction de logements sociaux nécessite de gros aménagements urbains préparatoires. Elle a de ce fait un caractère cyclique. Par exemple, le pic d'autorisations de logements sociaux au milieu des années 2000 a été suivi par trois années de reflux jusqu'à 2008.

### La part des logements sociaux dans les autorisations de logements en forte baisse

Part des logements sociaux et nombre de logements autorisés en Guyane



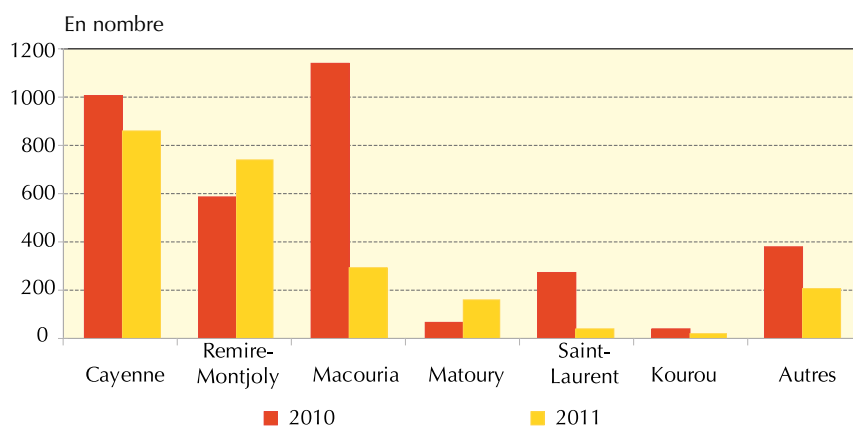
Source: SITADEL





## Les communes de l'Île-de-Cayenne et Macouria concentrent les autorisations de logements

### Autorisations de logement selon la commune en Guyane



Source: SITADEL

### Les autorisations de logements se concentrent de plus en plus autour de Cayenne

En 2011, les autorisations de logements par bassin d'habitat se concentrent dans l'Île-de-Cayenne et à Macouria (figure 2) qui regroupent 89 % des autorisations. L'écart de ces communes avec le reste de la région s'est creusé. En 2010, 80 % des autorisations de logements concernaient ces quatre communes et en 2009 seulement 69 %.

En dehors de ces quatre communes, aucune commune ne pèse plus de 2 % des autorisations de logements. Après une année 2009 où 253 logements sont autorisés, Kourou est en panne avec respectivement 38 et 20 logements en 2010 et 2011. De même, si des programmes totalisant 274 logements sociaux tirent les autorisations de logements en 2010 à Saint-Laurent-du-Maroni, les années 2009 et 2011 sont très

faibles pour une commune de plus de 30 000 habitants avec respectivement 18 et 38 logements.

Ce déséquilibre s'explique par le dynamisme de la construction privée de logements collectifs, souvent des T2 ou des T3, ou de logements individuels en lotissement principalement à Cayenne, Remire-Montjoly et, dans une moindre mesure, Macouria. Il s'agit souvent d'investissements liés à la défiscalisation. La forte baisse des autorisations de logements sociaux se manifeste surtout à Macouria. En 2010, cette commune concentre 870 logements sociaux autorisés (51 % du total régional) contre seulement 430 en 2009 (28 % du total régional) avec le démarrage d'importantes opérations à Soula et Ste Agathe.

### Les autorisations de locaux sont en baisse

En 2011, la surface autorisée de locaux atteint 69 950 m<sup>2</sup>, elle était de 77 950 m<sup>2</sup> en 2010 et 75 410

en 2009. Entre 2001 et 2005, la moyenne des locaux autorisés était de 85 800 m<sup>2</sup>.

Les autorisations de locaux sont surtout le fait du secteur privé : 72 %. C'est un peu moins qu'en 2010 (76 %) mais beaucoup plus qu'entre 2001 et 2005 où le secteur privé n'assurait que 60 % des autorisations de locaux. Les autorisations sont nombreuses pour les commerces (29 % de la surface autorisée totale) et les entrepôts (17 %) et bureaux (13 %).

En ce qui concerne les services publics, les autorisations de locaux concernent surtout la culture et les loisirs (9 % de la surface autorisée totale), la santé (7 %) ainsi que la recherche et l'enseignement (4 %).

Rémy CHARRIER  
Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guyane





# 2011 : une année de succès exceptionnels pour le CNES et l'activité spatiale

**Le CNES a une nouvelle fois été moteur dans la réussite des activités opérationnelles et techniques, importantes en 2011 pour l'avenir de la filière spatiale en Guyane: premiers lancements de Soyouz, succès d'Ariane 5, poursuite de la préparation d'ATV-3 et de Vega, renouvellement des contrats industriels.**

## Les réussites opérationnelles

Sept lancements ont été réussis en 2011 (six en 2010) pour 14 satellites illustrant à la fois la performance du lanceur Ariane 5 et la fiabilité du lanceur russe Soyouz qui assure ses deux premiers succès depuis la Guyane. L'Europe spatiale franchit une nouvelle étape avec cette collaboration internationale et poursuit le développement d'une offre complète de services au Centre Spatial Guyanais. Les équipes du CSG ont également préparé la mission ATV-3 « Edoardo Amaldi »<sup>2</sup>.

## Les évolutions de la base

Le CNES réaffirme ses objectifs en 2011 par le maintien des performances de la Base spatiale : disponibilité, fiabilité, sécurité des opérations, protection des installations, sécurité des personnes, maîtrise des risques (formation régulière des équipes, plan de maintenance, mesures de l'impact de l'activité spatiale sur l'environnement : surveillance de la faune et de la flore, de l'évolution du littoral du CSG, suivi de la qualité des eaux des rivières, etc). Il continue à réduire les coûts de maintenance et d'exploitation pour optimiser le niveau de performance et assurer le retour industriel géographique aux États membres de l'ESA qui financent les deux tiers du « Maintien en Conditions Opérationnelles » de la Base garantissant sa capacité à lancer. Enfin, il maintient la cohésion sociale au CSG afin

d'assurer la pérennité des emplois et compétences.

Le renouvellement des contrats industriels ont donné des résultats satisfaisants. Après deux ans de préparation et de négociation, 14 contrats ont été signés par le CNES pour une durée de cinq ans; le CSG emploie au total environ 1 600 personnes.

La campagne Vega a démarré au second semestre 2011 avec en particulier la qualification technique des moyens nécessaires au lancement. C'est l'aboutissement de neuf ans de développement et de partenariat entre les équipes du CNES et de tous ses partenaires. Vega doit ainsi compléter la famille des lanceurs européens déjà disponibles au CSG en offrant notamment la possibilité d'emport de satellites scientifiques et d'observation de la Terre, plus « petits ».

Réussites opérationnelles 2011		
VA 200	16 février	ATV-2 Johannes Kepler
VA 201	22 avril	Yahsat Y1A et Intelsat New Dawn
VA 202	20 mai	ST-2 et Gsat-8
VA 203	6 août	Astra 1N et Bsat 3c/ JCSat 110R
VA 204	21 septembre	Arabsat 5C et SES-2
VS 01	21 octobre	Galiléo IOV-M1 (PFM et FM2)
VS 02	17 décembre	Pléiades 1A, Elisa et SSOT

Nota : VA : Vol Ariane ; VS : Vol Soyouz

### Le véhicule cargo européen

Automated Transfer Vehicle, c'est le véhicule cargo européen destiné à approvisionner la station spatiale internationale en eau, équipements divers et carburant. Depuis le 25 août dernier, la campagne ATV-3 Edoardo Amaldi, du nom du physicien italien, a officiellement démarré à Kourou : 40 conteneurs, près de 350 tonnes de matériels, six mois de campagne. Avec ses 20 tonnes au décollage, l'ATV est la plus grosse charge utile lancée par Ariane 5.

(1) Lancement inaugural (et qualification opérationnel) prévu en février 2012

(2) Lancement prévu en mars 2012 avec un arrimage à l'ISS, une dizaine de jours plus tard



## 2011, année des outre-mer

A l'occasion de « l'année des outre-mer », le CNES a attribué 1,5 M€ additionnels au titre d'une nouvelle convention établie avec le Conseil Régional et 12 avenants aux conventions existantes avec les communes. Cela porte l'aide du CNES au développement durable et diversifié de la Guyane à 39,5 M€ sur la période 2007-2013.

Des aides particulières du CNES ont permis l'acquisition d'un camion spécialisé par Service Départemental d'Incendie et de Secours et la mise à disposition d'un bateau et de locaux sur la zone portuaire de Pariacabo (Kourou) pour la Société Nationale de Secours en Mer - section Guyane.

Le partenariat entre le CNES, l'État et la Région à travers les Programmes Opérationnels (PO) européens a permis de créer ou de maintenir, plus de 1 900 emplois pérennes cumulés sur 2007-2011, et de financer des projets comme la mise à disposition d'ordinateurs portables pour les élèves guyanais (en partenariat avec la Région), l'aménagement des berges d'Iracoubo (génie civil et équipement fluvial), la mise aux normes du zoo de Guyane et obtention du label « Tourisme et handicap », la création de meublés de tourisme à Cayenne, la construction de cinq pistes forestières dans l'Ouest guyanais (massif de Paul Isnard à Saint-Laurent), la réalisation des travaux de la lagune d'assainissement de Saint-Georges, etc.

Le partenariat entre le CNES et les collectivités territoriales a permis de financer plus de 200 opérations à vocation économique, sociale, culturelle ou sportive (réhabilitations des maisons créoles à Cayenne, des églises de Saint-Georges et de Sinnamary, les manifestations culturelles ou sportives dans la

plupart des communes. « Bouvet Guyane », le « Raid Amazone » en collaboration avec la Région, etc). Enfin, le CNES intervient dans la formation et l'éducation notamment au travers de la convention CNES/ Rectorat.

### Le projet « Guyane Base Avancée »

Le CNES s'est fortement impliqué dans GBA en devenant membre du Groupement d'Intérêt Public (GIP). Le projet prévoit, dans le cadre des opérations éligibles au titre des PO et via la convention CNES/ Région Guyane, la construction ou la réhabilitation d'installations sportives en prévision de la Coupe du monde de football 2014 et des Jeux Olympiques 2016 organisés au Brésil. Au total, ce sont 3,6 M€ qui sont consacrés à ce projet. Dès 2011, le CNES a assuré le financement du complexe sportif E. Lama à Rémire-Montjoly, du stade de football Bois Chaudat à Kourou et de la future salle des Arts Martiaux à Matoury.

### Des applications au service de la Guyane

Au-delà de sa mission en tant qu'entreprise citoyenne et de son engagement auprès de ses partenaires, le CNES continue à mettre son savoir-faire, son expertise et sa technologie au service de la population guyanaise et de son territoire :

- **la télé Santé**, en partenariat avec le CHAR de Cayenne, pour donner l'accès aux soins à tous avec la mise en service d'un robot échographe automatisé à Maripasoula ;
- **la télé-détection**<sup>3</sup>, qui se prépare à la réception de satellites Pléiades qui fourniront des images de la Guyane et de l'Amérique du sud en temps réel ;
- **le téléenseignement**, afin de permettre aux populations enclavées de bénéficier de formations de base

ou diplômantes nécessaires à une meilleure insertion socioprofessionnelle. Ce projet a été mené avec le Conseil Régional, en concertation avec les Maires, les Présidents des communautés de communes et les organismes de l'éducation et de formation.

- le projet de **navigation GPS en Guyane** pour la cartographie vectorielle (projet commencé en mars 2010) ;
- les **TIC** avec une participation à l'élaboration de la Stratégie de Cohérence Régionale pour l'Aménagement Numérique de la Guyane (**SCoRAN**) et l'Instance de Concertation d'Aménagement Numérique du Territoire (**ICANT**) dans la perspective de désenclavement des communes de l'intérieur et de développement durable.

Le CNES et la filière spatiale continuent à exercer un rôle moteur sur l'ensemble de l'économie guyanaise, l'activité du CSG contribuant à la richesse régionale avec 15 à 20% du PIB, à l'emploi avec 1 600 emplois directs et permanents qualifiés (30% d'ingénieurs et cadres) et locaux (75%), à la fiscalité au bénéfice des collectivités locales avec 15% de la taxe professionnelle et 35 à 40% de l'octroi de mer.

### Des sites touristiques

En 2011, plus de 36 500 visiteurs sont venus au CSG, dans le cadre des visites grand public et VIP (1 400), des visites scolaires (4 500) et des invitations aux lancements Ariane (14 800). Par ailleurs, 19 900 visiteurs ont découvert le Musée de l'Espace, dont 8 000 scolaires.

Parmi les sites les plus visités de Guyane, les Iles du Salut attirent chaque année plus de 50 000 visiteurs.

Bertrand PANHUYS  
Jean-Philippe ZEBUS  
CNES - Centre Spatial Guyanais

<sup>(3)</sup> Essentiellement pour le projet de Surveillance de l'Environnement Amazonien par Satellite (SEAS)



# Une nouvelle progression du trafic en 2011

**En 2011, le trafic aérien progresse encore en nombre de passagers et de vols commerciaux ainsi que du fret avionné. La liaison Cayenne – Paris génère plus de la moitié du trafic passagers, cependant 70 % des vols concernent le trafic intérieur de la Guyane.**

Avec un total de 435 440 passagers, le trafic de l'aéroport Cayenne – Félix Eboué augmente de 2,8 % en 2011. Le nombre de passagers au départ progresse de 3,1 % et celui à l'arrivée de 2,5 % sur l'année. En cinq ans, le trafic a crû de 16,3 %, passant de 374 394 voyageurs en 2006 à 435 440 en 2011. L'augmentation du trafic est essentiellement due à la prospérité de la ligne transatlantique, avec 58,4 % de voyageurs à destination de Paris. Sur l'ensemble de l'année, la progression de ce trafic atteint 2,3 %. En 2011 et pour la troisième année pleine, deux compagnies assurent cette liaison : Air France progresse de 3 % et Air Caraïbes de 0,6 %.

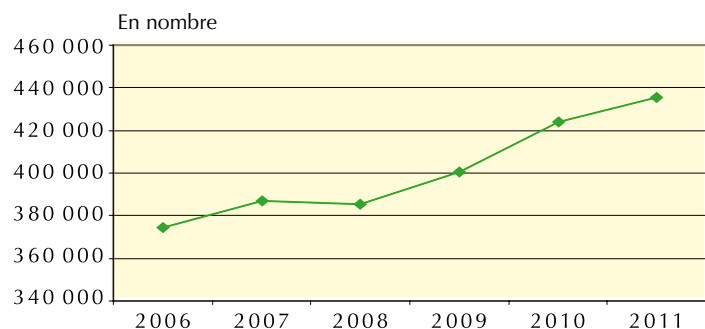
### Plus de la moitié des passagers vont à Paris

Si plus de la moitié des passagers voyagent à destination de Paris, près d'un tiers à destination des Antilles françaises et un voyageur sur dix à l'intérieur de la Guyane, les opportunités de développement du trafic aérien de l'aéroport de Cayenne –

Félix Eboué résident essentiellement entre la Guyane, le Nord du Brésil et le Suriname. En effet, sur l'ensemble des zones géographiques Suriname et États du Nord du Brésil (Amapa, Para, Amazonas, Ceara), la Guyane française enregistre la plus forte propension à voyager de la zone qui se traduit par la plus importante proportion de passagers au départ, par millier d'habitants. À ce jour, dans la zone Caraïbes et régions voisines l'activité baisse de 14,4 % en 2011, confirmant une diminution de 13,3 % en 2010. La situation reste préoccupante avec l'annonce de retrait de la compagnie Air Caraïbes sur la destination Brésil.

Pour préserver le trafic à destination du Suriname et du Brésil, le trafic de correspondance est préconisé. En orientant, d'une part, une partie de la demande au départ de Cayenne vers l'Amérique du Nord et le bassin caribéen via Paramaribo et en favorisant, d'autre part, un trafic de correspondance entre la Guyane, le Brésil, l'Amérique du Sud et l'Europe.

### Évolution du nombre de passagers en Guyane



Source : CCIRG



Outre ces opportunités de développement, une partie du trafic routier (et fluvial) bascule vers l'aérien avec la desserte de nouvelles destinations, Saint-Laurent du Maroni et Grand-Santi, qui démarrent cependant timidement (respectivement 0,3 % et 4,5 % du trafic intérieur). La desserte Cayenne - Maripasoula englobe de son côté les deux tiers des voyageurs du département.

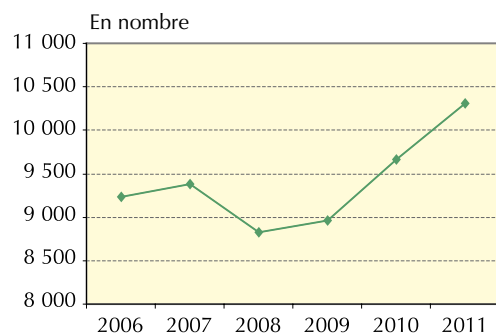
De façon générale, le trafic passagers national représente l'essentiel du trafic en 2011 (96,6%).

Après une baisse pendant plusieurs années, une reprise du nombre de vols commerciaux (10 304 en 2011) depuis trois ans se traduit par une évolution annuelle de 6,7 %.

71 % des mouvements concernent le trafic intérieur : si la desserte transatlantique englobe près d'un tiers du trafic passagers, elle ne totalise que 12,9 % du total des vols commerciaux.

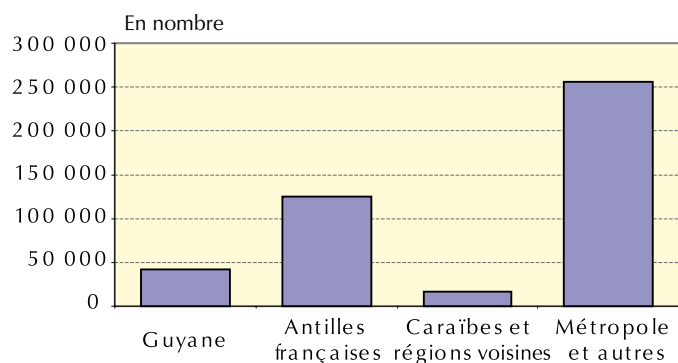
La moitié du trafic intérieur est assurée par des hélicoptères : en 2011, ces mouvements représentent 36,9% de l'ensemble des vols,

## Évolution des mouvements commerciaux



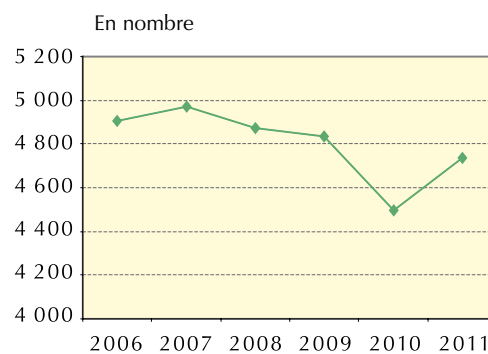
Source : CCIRG

## Répartition du trafic passagers en Guyane en 2011



Source : CCIRG

## Évolution du fret commercial avionné



Source : CCIRG

soit une progression annuelle de 20,7 %. Par contre, les mouvements commerciaux hors hélicoptères restent égaux.

En cinq ans, les mouvements commerciaux ont progressé de 10,4 %.

## Le fret avionné en croissance

Le fret avionné est en croissance, mais reste toujours sous la barre des 5 000 tonnes (4 737 tonnes). L'évolution annuelle du tonnage

de fret commercial est de +5,4 % et le ratio départ / arrivée du fret avionné est toujours de l'ordre de 20 / 80.

Le fret avionné est, à 79 %, à destination de la zone « Métropole et autres », à 14 % pour les Antilles françaises et à 7 % pour l'intérieur du département.

De plus, le fret postal, de l'ordre de 1 170 tonnes, est en progression annuelle de 17,2 %. Le fret spatial est de 553 tonnes en 2011 (590 tonnes en 2010). Cette légère baisse ne traduit cependant pas

une diminution de l'activité spatiale : sept lancements ont été effectués et seize satellites mis sur orbite en 2011, six tirs 2010 et douze satellites mis sur orbite en 2010.

Enfin, sur la période 2006 – 2011, le fret avionné a diminué de 3,5 % tandis que le fret postal a progressé d'autant.

Rémy Louis BUDOC  
Léna BERTON.  
Chambre de Commerce et  
d'Industrie de Région Guyane.





# Progression du marché de l'automobile

**En 2011, les ventes de véhicules neufs progressent de 7% en Guyane. Cette hausse profite aux marques françaises. Sur les cinq dernières années, c'est la première fois que ces dernières sont majoritaires. Le parc guyanais reste majoritairement tourné vers le gazole. Cependant, les véhicules fonctionnant à l'essence gagnent cinq points de part de marché (41 %).**

Après plusieurs années de relative stabilité, les immatriculations de véhicules neufs augmentent en 2011 : plus de 5%, soit 5 985 nouveaux certificats en 2011. Les véhicules particuliers (80% des immatriculations) ont progressé de plus de 7% sur l'année. Cette embellie est à peine contrariée par la légère déprime sur les véhicules utilitaires (-2%). La baisse des montants du bonus écologique prévue en 2012 conjuguée aux efforts commerciaux des constructeurs sur les prix ont impacté le volume des ventes de véhicules neufs. Avec 3 662 véhicules, les immatriculations de petites cylindrées (1 à 6 CV) sont en augmentation de 5% par rapport à 2010 et représentent 61% de l'ensemble des immatriculations en

## Plus forte hausse pour les cylindrées de 9 à moins de 12 CV Répartition des voitures particulières selon la cylindrée, le type de carburant et la puissance en Guyane

	Essence	Gazole	Évolution 2011/2010
Moins de 7 CV	1 597	2 065	5,1
7 à moins de 9 CV	275	326	13,6
9 à moins de 12 CV	58	275	27,6
12 CV et plus	14	88	-4,7
Total	1 944	2 754	7,2

Source : Fichier Central des Automobiles

2011. Les ventes de voitures particulières de cylindrée moyenne (7 à moins de 9 CV) augmentent de 14%. Les ventes de véhicules de cylindrée élevée sont en hausse, en dépit du malus écologique instauré en 2008 pour réduire l'empreinte carbone de chaque véhicule. Dans la catégorie des 9 à moins de 12 CV, constituée presque exclusivement par des voitures utilisant du gazole (83% du secteur), l'augmentation atteint 28%. C'est la plus forte hausse toutes catégories confondues. Au-delà de 11 CV, les ventes de véhicules reculent nettement (-5%).

La tendance à la réduction de l'écart des prix à la pompe entre

le diesel et le supercarburant diminue l'attrait pour les véhicules fonctionnant au diesel. En 2011, les véhicules diesel représentent 59% du marché de l'automobile, soit cinq points de moins qu'en 2010.

Avec 52% de parts de marché, les ventes de marques françaises sont majoritaires pour la première fois depuis 2007. Le renversement de tendance entamé en 2010 s'est confirmé. L'offre française semble conquérir le consommateur guyanais.

Nicolas SILVESTRE

## Immatriculations des véhicules neufs en Guyane

Unité : nombre et %

	2009	2010	2011
Voitures particulières et commerciales	4 446	4 382	4 698
dont marques étrangères (%)	53	50	48
dont diesel (%)	62	64	59
Motocycles, Tricycles, quadricycles à moteur	340	317	432
dont marques étrangères (%)	99		
Motocycles, Cyclomoteurs, Tricycles, quadricycles à moteur			2 208
Voiturettes		18	21
Camionnettes, camions, véhicules spéciaux	1 428	1 275	1 260
dont marques étrangères (%)	46	45	52
Tracteurs routiers	20	10	12
Tracteurs agricoles		23	17
Cars et autobus	53	21	27
Remorques et semi remorques	41	125	86
dont PTAC >= 6000 tonnes		21	22
Total	5 927	5 678	5 985

Source : Fichier central des automobiles





# L'hôtellerie guyanaise résiste bien en 2011

**Les résultats de l'hôtellerie homologuée de Guyane sont plutôt positifs. L'élargissement de l'offre et la fréquentation reflètent une bonne stabilité de l'activité. Les parts de la clientèle étrangère et des voyageurs en déplacements professionnels sont en progression.**

La fréquentation des visiteurs étrangers s'est accrue et la part de leurs nuitées, en progression de 4,5 points, représente cette année un cinquième des nuitées totales. En léger recul en 2010, la part de la clientèle d'affaires atteint 78% en 2011.

Les hôtels de la zone de Cayenne sont les plus fréquentés : 69% des chambres ont été occupées. À Kourou, les hôtels concentrent deux fois plus de nuitées étrangères et accueillent 81% de clientèle en déplacement professionnel.

## Une fréquentation étrangère en progression dans la grande hôtellerie

Dans l'hôtellerie guyanaise, comme en 2009 et 2010, six chambres sur dix ont été occupées alors que l'offre a progressé de 3%. Malgré un léger recul de la clientèle reçue, la durée moyenne du séjour s'étire et les nuitées sont en augmentation de 2,4%. Le dernier trimestre en particulier traduit un regain d'activité par rapport aux années précédentes.

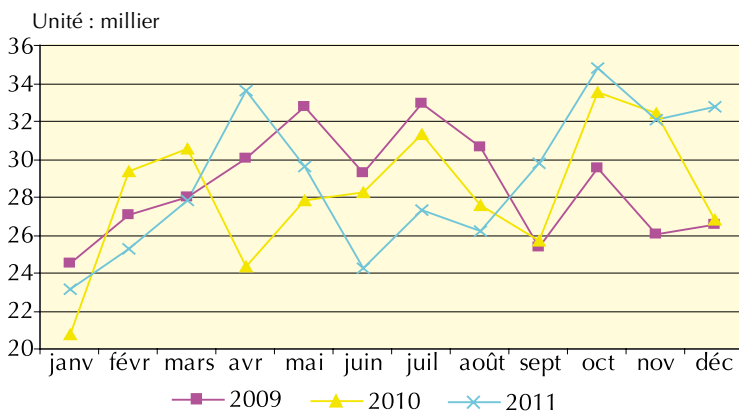
L'activité de la grande hôtellerie (3\* et plus) conforte ses résultats des années précédentes. En 2011 le taux d'occupation s'élève à 62,3%. Les professionnels ont proposé 5 000 chambres-jours supplémentaires en 2011, soit 1,4% du parc. À l'inverse de la petite et moyenne hôtellerie, le nombre de visiteurs a diminué de 7%. La baisse

de fréquentation des résidents français est compensée par une affluence plus importante du reste de la clientèle. Les visiteurs étrangers ont renforcé leur présence et prolongé leur séjour. Ils représentent cette année 11% de la clientèle et assurent 22% des nuitées totales, respectivement 9% et 15% en 2010. Par ailleurs, la part des résidents guyanais, plus nombreux également, s'accroît d'un point et atteint 15% des nuitées totales. La durée du séjour dans la grande hôtellerie s'allonge de 0,2 jour en 2011 : la clientèle y a résidé en moyenne 3,3 jours. Corroborant cette hausse de la fréquentation, le volume des nuitées totales progresse de 1,6%.

## Hôtellerie de 0 à 2 étoiles : l'offre progresse

Au cours de l'année 2011, la petite et moyenne hôtellerie (0 à 2 étoiles) augmente son offre de chambre/jour de 7%. La demande de la clientèle suit cette progression : par rapport à 2010, les hôteliers ont hébergé 19% de clients supplémentaires. La clientèle française (hors Guyane), avec sept clients sur dix, est toujours surreprésentée. Mais cette clientèle de passage s'attarde peu. Le séjour moyen en 2011 s'est écourté de 0,4 jour, limitant à 5% la hausse des nuitées. Si cette affluence a assuré un bon remplissage des hôtels, le surcroît de l'offre ne peut empêcher le fléchissement à 58,5% du taux d'occupation (- 3 points).

Évolution mensuelle des nuitées en Guyane



Source : Insee-DGCIS, Enquête de fréquentation hôtelière

Martine CAMUS



## L'emploi salarié augmente

**En 2011, l'accroissement de l'emploi salarié est lié à la situation particulière de la Guyane dont le taux d'accroissement de la population est le plus fort de tous les départements français. Cette évolution favorable a pour corollaire un accroissement de la masse salariale, tous secteurs confondus.**

L'emploi salarié de la Guyane concerne 56 600 actifs en 2011, soit une augmentation de 6 % entre 2010 et 2011. C'est la progression la plus forte de tous les départements français d'Amérique. Elle est pour partie liée à la situation spécifique de la Guyane, dont le taux d'accroissement de la population est supérieur à ceux de Martinique et de Guadeloupe. Les secteurs marchand (52 % des emplois) et non marchand (48 %) contribuent tous deux à cette évolution.

Dans le secteur marchand en 2011, les activités spécialisées et activités de service (5 729 emplois), progressent de 16 %. Moins spectaculaire est la poussée de l'industrie, induite par l'activité spatiale : l'accroissement est de 4 %. Contrairement à la Martinique et à la Guadeloupe, la construction en Guyane crée des emplois : + 9 %, avec un peu moins de 300 emplois salariés créés entre 2010 et 2011. Le commerce est stable avec 4700 emplois comme en 2010.

### Forte progression des effectifs et des rémunérations

#### Évolution des effectifs et de la masse salariale par secteur d'activité en Guyane

Unité : nombre et %

	Effectifs moyen 2010	Effectif moyen 2011	Évolution 2010/2011 (%)	Masse salariale 2010 (millions d'€)	Masse salariale 2011 (millions d'€)	Évolution 2010/2011 (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	445	450	1,1	9	10	11,1
Industries	3 868	4 038	4,4	119	132	10,9
Construction	4 009	4 373	9,1	87	98	12,6
Commerce	4 738	4 760	0,5	109	119	9,2
Transport	2 474	2 557	3,4	66	72	9,1
Hébergement et restauration	1 385	1 537	11,0	27	30	11,1
Information et communication	649	676	4,2	20	22	10,0
Activités financières et assurance	646	659	2,0	23	26	13,0
Activités immobilières	316	324	2,5	10	11	10,0
Activités spécialisées et activités de services et de soutien	4 926	5 729	16,3	128	152	18,8
Administration publique, santé	27 853	29 493	5,9	794	822	3,5
Autres activités de services	2 049	2 096	2,3	51	48	-5,9
Ensemble	53 357	56 691	6,2	1 443	1 541	6,8

Source : Insee, base Epure



L'emploi salarié dans l'administration publique ainsi que dans la santé et l'action sociale, avec 29 400 postes, augmente de 6 % en un an. C'est plus que les évolutions observées en Martinique (-0,4 %) et en Guadeloupe (+3 %). Il s'agit, là, d'un rattrapage dû à la forte progression démographique de la région.

Conséquence de cette progression numérique de l'emploi salarié, la masse salariale s'accroît de 7 %. Ainsi, 1 541 millions d'euros ont été versés en 2011 aux salariés

guyanais, pour plus dans la moitié à la sphère non marchande (53 %). De son côté, la sphère marchande a versé 720 millions d'euros. Dans la plupart des secteurs, la masse salariale a progressé plus rapidement que les effectifs, signe de gains de productivité importants dans l'économie guyanaise. La masse salariale de l'Administration publique, santé humaine et action sociale et des autres activités de services progressent moins. Le recours à des emplois aidés, et l'embauche croissante de personnes à temps partiel

expliquent ces évolutions.

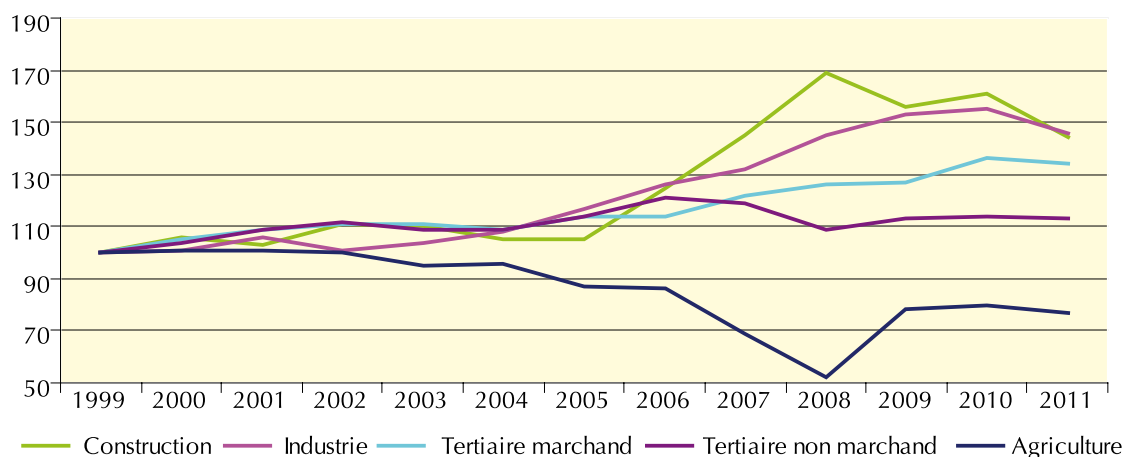
Sur les dix dernières années, la construction et l'industrie sont les plus dynamiques en termes de créations d'emplois. Dans le tertiaire marchand, la progression reste plus qu'honorable : +30 % depuis 1999. Pour le non marchand, la hausse se limite à 10 % sur la même période. Seule l'agriculture, où l'emploi non déclaré est le plus fréquent, perd des effectifs.

Gérard FORGEOT

## Développement de l'emploi dans le bâtiment et l'industrie

### Evolution des effectifs salariés par secteur

Unité : indice base 100 en 1990



Source : Insee - Estimations d'emploi

Les données sont issues de la base Epure, extension du projet Urssaf sur les revenus et l'emploi. Elles sont la synthèse de deux sources administratives :

les Bordereaux Récapitulatifs de Cotisation (BRC) transmis par les établissements employeurs aux unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et des allocations familiales (Urssaf) ;

des fichiers des déclarations annuelles de données sociales (Dads) qui couvrent le champ de l'ensemble des salariés.



## Stabilité du chômage

**En 2011, moins d'un actif sur deux occupe un emploi. Le recul de l'emploi touche principalement les jeunes et les femmes. Les seniors sont moins concernés, mais le temps partiel est en hausse dans cette tranche d'âge. Le chômage reste stable mais, il touche 21,1 % de la population active. Les jeunes femmes sont les plus exposées.**

En 2011, en Guyane, 72 770 personnes de 15 ans ou plus sont actives, elles ont un emploi ou sont chômeurs au sens du BIT. Globalement, le taux d'activité des 15 ans et plus s'élève à 52%. L'écart entre les hommes et les femmes reste stable (+13 points pour les hommes). Le taux d'activité des 50 ans et plus progresse, atteignant 48%.

### L'emploi profite aux 50-64 ans

57 500 Guyanais occupent un emploi en 2011 ce qui représente 41 % des actifs de 15 ans et plus. Compte tenu des évolutions démographiques, le taux d'emploi des 15 ans et plus perd 1 point, atteignant 34% chez les femmes (-1 point) et 49 % chez les hommes.

La hausse de l'emploi profite principalement au 50-64 ans, plus de la moitié d'entre eux sont en emploi. Le taux d'emploi des jeunes guyanais (15-24 ans) s'élève à 10 %, ils sont cinq fois moins en

emploi que leurs aînés. Le taux d'emploi des jeunes femmes baisse de 1 point (8 %) tandis que celui des jeunes hommes baisse de 3 points (12 %).

Le temps partiel concerne 18% des emplois. Cette pratique a augmenté surtout pour les hommes. Au total, près de la moitié des jeunes femmes et plus du tiers des jeunes hommes travaillent à temps partiel. Dans la plupart des cas, cette forme d'emploi est subie plutôt que choisie.

### Les Guyanaises sont plus souvent au chômage

Le taux de chômage s'établit à 21 % de la population active. Cette situation est plus marquée chez les femmes, 26 % d'entre elles sont au chômage, que chez les hommes, 17 % d'entre eux sont au chômage.

Les jeunes de Guyane sont également très exposés : 48 % des actifs de 15-24 ans sont des chômeurs. Les femmes de cette catégorie sont

### Un chômeur sur cinq avait un emploi

#### Population de 15 ans à 64 ans en Guyane par type d'activité en 2010 et 2011

Unité : %

Situation en 2011	Situation en 2010					Total
	Travaillait	Était chômeur	Était étudiant	Était préretraité ou retraité	Était un autre inactif	
En emploi	86,6	8,0	2,0	0,1	3,4	100
Chômeur	22,3	51,8	5,4	0,5	20,1	100
Étudiant	22,6	1,1	74,8	0,0	1,5	100
Retraité	18,0	9,0	0,0	64,0	9,0	100
Autre inactif	16,1	15,6	5,0	1,2	62,2	100

Source : Insee, enquête Emploi DOM 2011

Note de lecture : Sur 100 personnes en emploi en 2011, 87 travaillaient déjà en 2010, 8 étaient au chômage, 2 étaient étudiantes, et 3 étaient dans une autre situation d'inactivité.



d'avantage touchées, mais ce sont les jeunes hommes qui accusent la plus forte montée du chômage (+5 points).

Près de 70 % des chômeurs guyanais sont peu ou pas diplômés. À tous les âges, l'accès à l'emploi s'avère plus difficile pour les peu diplômés.

La majorité des chômeurs sont dans cette situation depuis plus d'un an. Ces 12 491 chômeurs de longue durée représentent 17,2 % de la population active guyanaise. 22 % des chômeurs en 2011 travaillaient un an auparavant, et 5 % d'entre eux sont issus du système éducatif.

## Les femmes plus exposées au halo autour du chômage

13 800 personnes sont dans le halo autour du chômage. Elles représentent 10,6 % des 15-64 ans. Le halo autour du chômage se compose de personnes sans emploi et qui souhaitent travailler mais qui sont classées comme inactives au sens du Bureau international du travail (BIT).

Le halo est constitué à plus de 60 % de femmes. Les 25 à 49 ans sont particulièrement exposés. Huit personnes sur dix dans le halo sont peu ou pas diplômées.

Une personne sur trois dans le halo est disponible, mais ne recherche pas d'emploi. Il s'agit de «travailleurs découragés». D'autres ne font pas de recherche parce qu'ils attendent les résultats de démarches antérieures. Ils représentent une personne sur huit de cette catégorie. Dans un cas sur dix, des motifs familiaux, ou des problèmes de santé empêchent la recherche d'emploi. Moins d'une personne sur dix dans le halo recherche activement un emploi, même si ces personnes ne sont pas disponibles.

## Diminution du taux d'emploi féminin

### Taux d'emploi et objectifs européens

Unité : % et nombre

	2010	2011	Objectif européen en 2010
Taux d'emploi des 15-64 ans	45,7	43,9	70
Taux d'emploi des femmes de 15-64 ans	39,3	36,7	60
Taux d'emploi des 55-64 ans	49	47,6	50
Personnes ayant un emploi	57 705	57 119	
Hommes	31 550	31 857	
Femmes	26 155	25 262	

Source : Insee, enquête Emploi DOM

Champ : Guyane côtière, population des ménages, personnes de 15 à 64 ans

## Un halo aussi important que le chômage

### Chômeurs au sens du BIT en Guyane

Unités : nombre et %

	2010	2011
Ensemble	14 510	15 298
Hommes	6 461	6 655
Femmes	8 049	8 643
Taux de chômage selon le sexe et l'âge (%)		
Ensemble	20,1	21,1
15-24 ans	45,1	47,8
25-49 ans	18,7	19,6
50 - 64 ans	15,2	14,5
Hommes	17,3	17,3
15-24 ans	38,5	43,7
25-49 ans	15,1	15,0
50 - 64 ans	14,5	13,4
Femmes	23,5	25,5
15-24 ans	52,7	52,3
25-49 ans	22,6	24,5
50 - 64 ans	16,3	17,2
Taux de chômage de longue durée (%)		
Ensemble	15,7	21,1
Hommes	12,5	13,6
Femmes	19,3	21,4
Halo autour du chômage		
Ensemble	14 965	13 824
Hommes	6 068	5 426
Femmes	8 897	8 398

Source : Insee, enquête Emploi DOM sur la Guyane côtière

Champ : Guyane côtière, population des ménages, personnes de 15 à 64 ans

Joelle NACITAS





## Marché du travail en demi-teinte

**En 2011, le marché du travail continue à se dégrader, mais moins que les années précédentes. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A augmente de près de 5%. Ce sont les seniors qui sont le plus touchés par cette hausse. Autre phénomène notable, la stabilisation du nombre de jeunes demandeurs d'emploi. les premières entrées sur le marché du travail ont baissé de 22,7 % en un an.**

en âge de travailler en Guyane. On peut craindre qu'une part croissante des jeunes quittant le système scolaire et ne travaillant pas, renoncent à s'inscrire à Pôle emploi.

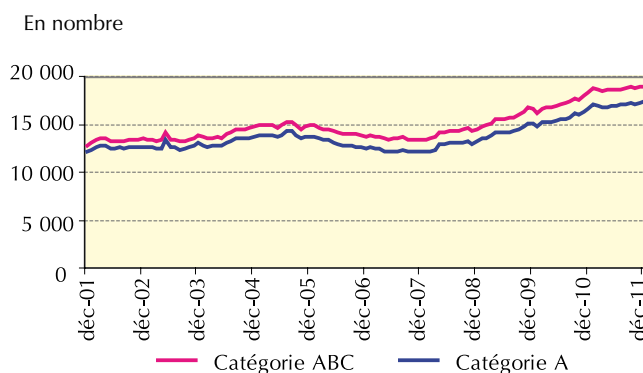
Enfin pour les personnes de 50 ans et plus, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 9 %. Ainsi, les seniors, qui représentent 17 % des demandeurs d'emploi, contribuent-ils pour 31 % à l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi. Les femmes représentent 60 % des

demandeurs d'emploi, mais seulement 50 % des seniors. De même, les demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits depuis plus de 12 mois (DELD), représentent un tiers de l'ensemble des demandeurs d'emploi, mais la moitié des seniors.

La moitié des demandeurs d'emploi en Guyane ont un niveau de formation inférieur au brevet des collèges (niveaux Vbis et VI), 19,4 % des jeunes, et 74 % des seniors.

### Une inflexion dans la croissance du nombre de demandeurs d'emploi

Évolution de la demande d'emploi en fin de mois en Guyane



Source : DARES/Pôle emploi

En 2011, le nombre de demandeurs d'emploi a continué d'augmenter en Guyane, après trois années consécutives de forte hausse. Le nombre d'inscrits en catégorie A s'est établi à 16 925 en données brutes au 31 décembre 2011. Sur un an, ce nombre croît de 4,6 %, deux fois moins qu'en 2010.

### Peu d'évolution chez les jeunes

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est stable (+0,4 % sur un an). Cette évolution est très en dessous de l'augmentation du nombre de jeunes

### La moitié des inscrits de plus de 50 ans recherchent un emploi depuis plus d'un an

Demandeurs d'emploi de catégorie A au 31/12/2011 en Guyane et évolution sur un an

	En nombre et %	Effectifs	Évolution sur un an	Part des femmes	Part des DELD	Part des niveaux de formation I et II	Part des niveaux de formation Vbis et VI
Moins de 25 ans	2 556	0,4	58,5	17,3	6,3	19,4	
De 25 à 49 ans	11 555	4,5	63,1	33,1	8,4	51,5	
50 ans et plus	2 814	8,9	49,4	50,8	3,9	74,0	
Ensemble	16 925	4,6	60,2	33,7	7,4	50,4	

Source : DARES/Pôle emploi



## De plus en plus de salariés en contrats aidés

Les catégories D et E, des demandeurs d'emploi non tenus à une obligation d'actes de recherche d'emploi, croissent fortement en 2011. La catégorie E compte principalement des personnes en contrat unique d'insertion. Ces demandeurs d'emploi ont presque doublé par rapport à 2010. L'augmentation du nombre de contrats contribue à cette évolution. Mais c'est surtout la mise en œuvre par Pôle emploi d'un accompagnement des bénéficiaires de ces contrats qui en est la cause. La catégorie D est constituée principalement des demandeurs d'emploi en formation, l'augmentation de 16 % s'explique par une augmentation de l'offre de formation accessible aux demandeurs d'emploi, qu'elles soient financées par le conseil régional, la DICS du Conseil Général ou Pôle emploi. Le nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé une activité (catégories B et C) diminue en 2011. Ainsi, l'ensemble des catégories A, B et C augmente moins vite que la catégorie A : +4 %.

## Des jeunes moins nombreux à franchir les portes de Pôle emploi

En 2011, 36 563 demandes d'emploi ont été enregistrées ; l'augmentation par rapport à 2010 est de 4 %. Dans le même temps, le nombre de sorties enregistrées a été de 35 756, en hausse de 8 % sur un an.

Les premières entrées sur le marché du travail sont en baisse de 23 %. Les jeunes, principaux concernés par ce motif d'inscription, franchissent moins nombreux les portes du Pôle emploi.

Le principal motif d'inscription à Pôle emploi est la fin de CDD (15 %) en augmentation de 14 % en un an. Les inscriptions « sans motif enregistré » représentent 65 % de l'ensemble et sont le plus souvent des réinscriptions après une courte période d'interruption.

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi sont, principalement (12 %), des radiations administratives, le plus souvent pour défaut de réponse à une convocation. Elles ont plus que doublé en nombre sur un an. Viennent ensuite les reprises

d'emploi déclarées : 7 % de l'ensemble, en hausse de 31 %. Les arrêts de recherche d'emploi représentent 2 % de l'ensemble des sorties. Les « autres cas », 21 % des sorties, en hausse de 17 % sont souvent causées par la péremption du titre de séjour des demandeurs d'emploi étrangers. Enfin les cessations d'inscription « pour défaut d'actualisation », qui représentent 56 % des sorties sont en baisse de 7 %. Les causes réelles de ces absences de pointage nous échappent, qu'elles soient des reprises d'emploi ou un simple abandon d'une recherche d'emploi.

Concernant les offres d'emploi collectées par Pôle emploi, leur nombre s'élève à 6 487 en 2011, en hausse de 16 % par rapport à 2010. Parmi elles, 2 959 offres d'emploi durables, c'est à dire pour des contrats de six mois et plus, ont été enregistrées, en baisse de 6 % sur un an.

Denis GASCHIGNARD

Direction des Entreprises,  
de la Concurrence, de la  
Consommation, du Travail  
et de l'Emploi de Guyane

## Des évolutions diverses selon les catégories

### Demandeurs d'emploi inscrits par catégorie au 31/12/2011 en Guyane en données brutes

En nombre et %

	2010	2011	Évolution 2010-2011
Catégorie A	16 185	16 925	4,6
Catégorie B	772	721	-6,6
Catégorie C	1 042	1 038	-0,4
Catégories A, B et C	17 999	18 684	3,8
Catégorie D	328	373	13,7
Catégorie E	457	881	92,8
Total	18 784	19 938	6,1

Source : DARES/Pôle emploi

## Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).



## 2011, année du RSA

**La mise en oeuvre du RSA, prestation en trois composantes, coïncide également avec un élargissement du champ des bénéficiaires. En particulier plus de la moitié des bénéficiaires du RSA activité sont d'anciens allocataires du RMI et de l'API.**

Début 2011, le Revenu de Solidarité Active a été mis en œuvre dans les départements d'Outre mer. Le RSA répond à un triple objectif : simplifier le système des minima sociaux, favoriser l'insertion en assurant un complément de revenus en cas de reprise d'emploi et compléter les revenus du travail pour les travailleurs « modestes ». Le RSA remplace le Revenu Minimum d'Insertion (RMI), l'Allocation de Parent Isolé (API) et les mesures d'aide à la reprise d'un emploi liées à ces deux prestations.

### Une prestation en trois composantes

Le RSA est attribué aux personnes âgées de 25 ans et plus, ou moins de 25 ans si elles assument la charge d'un enfant. Il garantit à toute

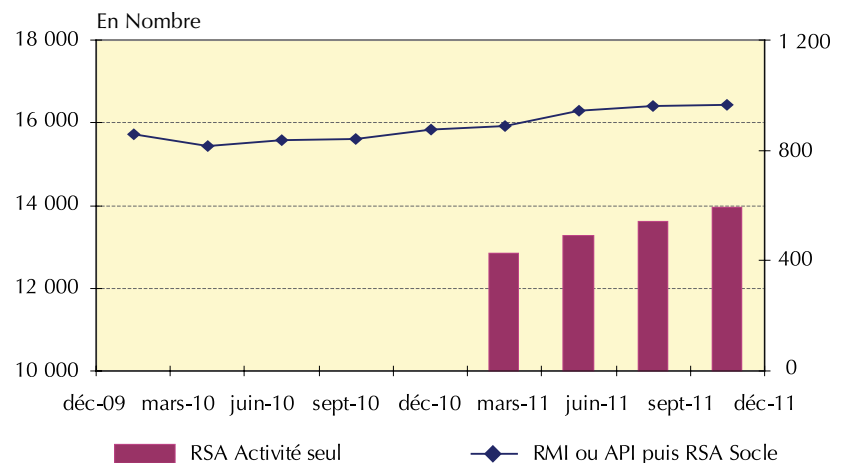
personne exerçant ou non une activité professionnelle, un revenu minimum.

Le type de droit RSA est défini en fonction des revenus et de la composition des foyers bénéficiaires. On distingue 3 types de RSA :

- **le RSA socle**, versé aux foyers sans revenus d'activité,
- **le RSA socle et activité**, versé aux foyers ayant des revenus d'activité faibles et dont l'ensemble des ressources est inférieur au montant forfaitaire du rSa,
- **le RSA activité**, versé aux foyers ayant des revenus d'activité faibles et dont l'ensemble des ressources est supérieur au montant forfaitaire du RSA.

Le RSA est versé par la Caisse d'Allocations Familiales. Son financement associe le Conseil général pour le RSA socle, et l'État pour le RSA activité. Les bénéficiaires de RSA sont accompagnés par un ré-

**Allocataires du RMI ou de l'API puis du RSA socle, et nombre de bénéficiaires du RSA activité, en Guyane**



Source : Caf - fichier allocataires



férent unique, afin de les soutenir dans leur insertion sociale et leur retour à l'emploi.

### 17 700 foyers bénéficiaires en Guyane

Au 31 décembre, en ajoutant les ayants droits (conjoint, enfants et autres personnes à charges), ce sont 53 000 personnes qui sont concernées.

Les deux tiers des allocataires sont des familles monoparentales. Seulement un tiers bénéficie d'une majoration isolement (ancien API), versée sous certaines conditions. Les couples ne représentent que 11%.

Géographiquement, 63% des bénéficiaires résident sur le littoral, de Roura à Iracoubo et 32% sur l'Ouest guyanais. Cette répartition correspond à celle de la population guyanaise.

### Le RSA socle, minimum social

Parmi les bénéficiaires, 15 800 perçoivent le RSA socle, l'équivalent

du RMI et de l'API. Cette composante assure un revenu minimum aux personnes sans ressource. En moyenne, ces allocataires ont perçu une prestation de 454 euros pour le mois de décembre 2011.

Certains allocataires ont de très faibles revenus d'activité. Si ces ressources sont inférieures au montant du RSA, ils perçoivent alors un cumul du rSa socle et du rSa activité. 600 allocataires sont dans cette situation en Guyane.

### Le RSA activité, complément de revenu pour les travailleurs modestes

La nouveauté amenée par le RSA est l'élargissement du champ des bénéficiaires. En effet, les foyers qui perçoivent de faibles revenus d'activité peuvent bénéficier du volet « activité » de cette prestation. En Guyane, 1 300 foyers sont concernés et ont touché en moyenne, 200 euros pour le mois de décembre 2011.

Plus de la moitié des bénéficiaires du RSA activité sont d'anciens allocataires du RMI et de l'API qui ont repris une activité mais dont les revenus sont faibles.

### Une montée en charge progressive

Si les bénéficiaires du RMI et de l'API ont basculé automatiquement dans le RSA, les travailleurs modestes doivent en faire la demande. On peut, dès lors, estimer que la montée en charge devrait se poursuivre. À cela s'ajoute l'impact potentiel de la fin du RSTA (Revenu Supplémentaire Temporaire d'Activité), annoncée pour décembre 2012.

Lucie LEBRUN  
Caisse d'Allocations Familiales

## Origine des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active en Guyane au 31 décembre 2011

En Nombre	RSA Socle	RSA socle + Activité	RSA Activité	Ensemble RSA
Bénéficiaires Rmi ou Api	12 674	409	765	13 848
Allocataires sans Rmi ou Api	2 512	152	457	3 121
Nouveaux allocataires	669	31	48	748
Total bénéficiaires	15 855	592	1 270	17 717
En %	RSA Socle	RSA socle + Activité	RSA Activité	Ensemble RSA
Bénéficiaires Rmi ou Api	80	69	60	78
Allocataires sans Rmi ou Api	16	26	36	18
Nouveaux allocataires	4	5	4	4
Total bénéficiaires	100	100	100	100

Source : Caf - fichier allocataires



## Tassement de la fécondité

**Au 1er janvier 2011, 236 000 personnes vivent en Guyane. La croissance démographique reste soutenue. L'excédent naturel demeure le principal moteur de cette croissance malgré le recul des naissances et l'augmentation des décès. L'allongement de la durée de la vie se poursuit.**

Au 1er janvier 2011, la population de la Guyane est estimée à 236 250 habitants. Depuis 1999, le nombre d'habitants dans la région a augmenté de 80 000 personnes, soit un taux de croissance moyen de 3,5% chaque année. La Guyane a la croissance démographique la plus forte des régions françaises, elle est cinq fois plus élevée qu'au niveau national. Cette forte tendance s'appuie essentiellement sur l'excédent naturel, les naissances sont bien supérieures aux décès. Dans le même temps, le solde migratoire participe lui aussi à l'augmentation de la population puisque les entrées sur le territoire sont plus nombreuses que les sorties. Cette hiérarchie dans les facteurs concourant à l'augmentation de la population est la même qu'au cours des années 90 alors que pendant la dé-

ennie 80, l'excédent migratoire était le principal contributeur de la croissance démographique guyanaise.

### La baisse des naissances se confirme

En 2011, le nombre de naissances est estimé à 5 997, soit 86 bébés de moins que l'année précédente. Le niveau des naissances diminue depuis 2008 et passerait ainsi en dessous de la barre symbolique des 6 000, ce qui n'est pas arrivé depuis six ans. L'indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) est de 3,5 enfants par femme. Malgré un recul pour la troisième année consécutive, la Guyane est de loin la région française où le nombre d'enfants par femme est le plus élevé. La plus forte fécondité en Guyane s'explique surtout par une fécondité beaucoup plus importante aux jeunes âges. Ainsi, les femmes de 15 à 24 ans ont une fécondité 4 fois plus élevée en Guyane que dans l'hexagone. Pour les autres tranches d'âge, les femmes de Guyane ont aussi une fécondité plus élevée qu'au niveau national mais le différentiel est moindre. L'âge moyen des mères à la naissance est de 27,9 ans dans la région, soit deux ans de moins qu'en France.

### Plus de la moitié des naissances issues de femmes étrangères

En 2007, dans la région, sur dix bébés près de six sont issus de mères nées à l'étranger. Les principaux pays d'origine de ces femmes sont le Suriname, Haïti et le Brésil. Pourtant,

### Le solde naturel diminue

#### Les indicateurs démographiques

Unité : nombre et %

Année	Population au 1er janvier	Naissances	Décès	Solde naturel	Taux de natalité	Taux de mortalité
1999	155 760	4 907	690	4 217	30,9	4,1
2000	162 018	5 149	635	4 514	31,1	3,8
2001	168 614	5 137	660	4 477	29,8	3,8
2002	176 638	5 276	669	4 607	29,2	3,7
2003	184 792	5 553	721	4 832	29,4	3,8
2004	193 167	5 312	724	4 588	27,1	3,7
2005	199 206	5 998	705	5 293	29,6	3,5
2006	205 954	6 276	711	5 565	29,9	3,4
2007	213 031	6 386	690	5 696	29,4	3,2
2008	219 266	6 247	762	5 485	28,2	3,4
2009	224 469	6 171	699	5 472	27,1 (p)	3,1 (p)
2010	230 441 (p)	6 083	773	5 310	26,1 (p)	3,3 (p)
2011	236 250 (p)	5 997 (p)	813 (p)	5 184 (p)		

Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil

### Définitions

**Solde migratoire :** différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année.

**Indicateur conjoncturel de fécondité :** somme des taux de fécondité par âge observés à une année donnée. Cet indicateur donne le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge restaient inchangés.

**Solde naturel ou excédent naturel :** différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès au cours d'une période.





la part des femmes nées à l'étranger parmi celles en âge d'avoir des enfants n'atteint pas 50%. L'indice conjoncturel de fécondité des femmes nées à l'étranger est de 4,6 enfants par femme. Il est bien supérieur à celui des femmes nées en France (2,9 enfants par femme). La fécondité des Guyanaises nées en France est plus élevée que celle de leurs homologues au niveau national (1,9 enfants par femme). Les femmes nées à l'étranger tout comme celles de nationalité étrangère tirent vers le haut le niveau de la fécondité dans la région.

## L'espérance de vie augmente

En 2011, le nombre de décès domiciliés dans la région est estimé à 813.

Si cela se confirme, il augmenterait pour la deuxième année consécutive et atteindrait son plus haut niveau des quinze dernières années.

Un garçon né en 2009 peut espérer vivre jusqu'à 75,6 ans et une fille jusqu'à 82,8 ans si les conditions de mortalité à chaque âge restent identiques tout au long de leur vie à celles observées en 2009. Les espérances de vie dans la région atteignent un niveau historiquement haut par rapport aux dix dernières années. L'écart d'espérance de vie est de sept années entre les hommes et les femmes. L'espérance de vie à la naissance, en Guyane, est inférieure au niveau national de deux années pour les hommes et d'un an et demi pour les femmes.

En 2010, le taux de mortalité infantile (10,9 pour mille), est en hausse par rapport à l'année précédente. Cette

évolution de la mortalité infantile en Guyane est à contre courant de celle des autres DOM où elle recule en 2010. Les enfants de moins d'un an meurent trois fois plus souvent en Guyane qu'au niveau national.

## Le pacs continue à séduire

En 2010, 240 couples ont choisi de s'unir par le biais du pacte civil de solidarité (pacs), soit une progression de 43,7% par rapport à l'année précédente. Cette forte progression intervient après une quasi-stagnation du nombre de pacs conclus entre 2008 et 2009. Comme au niveau national, l'écrasante majorité des pacs conclus concerne des personnes de sexe opposé (95%). Les dissolutions de pacs augmentent également et atteignent leur plus haut niveau depuis la création de cette forme d'union : 74 en 2010, soit une hausse de 60% par rapport à l'année précédente.

Le pacs représente environ 30% du total des unions officialisées (mariages et pacs) en Guyane alors que c'est 45% au niveau national. En 2010, 581 mariages ont été célébrés en Guyane, soit un recul de 5% par rapport à 2009. Dans le même temps, 194 divorces sont enregistrés en 2010. Ils restent stables par rapport à l'an dernier.

Hugues HORATIUS-CLOVIS

## 4,6 enfants par femme chez les mères nées à l'étranger Indice conjoncturel de fécondité en 2007 selon la nationalité et le pays de naissance des mères

Unité : nombre et %

	Naissances en 2007		Femmes de 15 à 50 ans		ICF 2008
	Nombre	Répartition	Nombre	Répartition	
Selon la nationalité de la mère					
de nationalité française	2 810	44,0	34 115	59,2	2,87
de nationalité étrangère	3 576	56,0	23 557	40,8	4,85
Selon le pays de naissance de la mère					
née en France	2 661	41,7	31 047	53,8	2,92
née à l'étranger	3 725	58,3	26 625	46,2	4,61
Ensemble des mères	6 386	100	57 672	100	3,72

Sources : Insee, statistiques de l'état civil 2007 et recensements de la population 2007 et 2008, exploitation principale.

\* Les effectifs de femmes sont calculés en moyenne annuelle, comme moyenne des recensements 2007 et 2008 ; ils ne sont pas disponibles pour des années plus récentes et diffèrent très légèrement des effectifs habituellement utilisés pour calculer les indices conjoncturels de fécondité (effectifs issus des estimations de population non détaillées par nationalité ou pays de naissances)

Sources : Insee, statistiques de l'état civil 2007 et recensements de la population 2007 et 2008, exploitation principale.

## Définitions

**Espérance de vie à la naissance** : durée de vie moyenne d'une génération fictive qui connaîtrait tout au long de son existence les conditions de mortalité par âge de l'année considérée.

**Taux de natalité** : rapport du nombre de naissances vivantes sur une période à la population totale moyenne sur la même période

**Taux de mortalité** : rapport entre le nombre de décès sur une période à la population totale moyenne sur la même période.

**Taux de mortalité infantile** : rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des enfants nés vivants.

## RÉDACTION

Directeur de la publication : Georges-Marie GRENIER

## COMITÉ DE RÉDACTION

Rédactrice en chef : Élisabeth LAURET

Membres : Ali Benhaddaouche, Émilie Charles-Euphrosine, Gérard Forgeot,  
Fabien Breuilh, Jean-Éric Place, Sylvia Urgen et N'ouara Yahou-Dauvier

## MAQUETTE INSEE

Typhenn RÉCULARD  
Nadia LUCE

### DIRAG :

41, rue Bébian  
97158 Pointe-à-Pitre  
Cedex

Tél. 05.90.21.47.00

[www.insee.fr/guadeloupe](http://www.insee.fr/guadeloupe)

### S.R. GUADELOUPE :

Cité Guillard  
34, chemin des Bougainvilliers  
B.P. 96  
97102 Basse-Terre  
Cedex

Tél. 05.90.99.36.70

[www.insee.fr/guadeloupe](http://www.insee.fr/guadeloupe)

### S.R. MARTINIQUE :

Centre Delgrès  
Les Hauts de Dillon  
B.P. 641  
97262 Fort-de-France  
Cedex

Tél. 05.96.60.73.60

[www.insee.fr/martinique](http://www.insee.fr/martinique)

### S.R. GUYANE :

Avenue Pasteur  
B.P. 6017  
97306 Cayenne Cedex

Tél. 05.94.29.73.02

[www.insee.fr/guyane](http://www.insee.fr/guyane)